

SAMEDI 6 NOVEMBRE 2010

9H30-19H00

CENTRE DES CONGRÈS VINCI DE TOURS

10 **RENCONTRES**
DE LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE
EN RÉGION CENTRE



ÉCHANGE ET SOLIDARITÉ
DEUX RESSOURCES POUR NOURRIR LE MONDE

EXPOSITIONS - DOCUMENTAIRES - DÉBATS - ARTISANAT - COMMERCE ÉQUITABLE - JEUX

SUPPORT DOCUMENTAIRE

Région

Centre



www.regioncentre.fr



Conseil Régional du Centre

Bibliographie annotée sur la sécurité alimentaire dans les pays en développement

**Document à destination des participants aux 10^{èmes} Rencontres
de la coopération internationale en région Centre**

**« L'échange et la solidarité :
Deux ressources pour nourrir le monde »
Tours, 6 novembre 2010**

Octobre 2010

Document réalisé par le Gret



Auteurs :

Cette bibliographie annotée a été réalisée par Vanessa Alby-Flores, Célia Gautier, Marie-Christine Lebret et Florelle Thomas (Gret).

Cette publication n'engage que la responsabilité de ses auteurs et ne représente pas nécessairement l'opinion du Conseil régional du Centre.

Avant propos

Ce document est destiné aux participants des Rencontres de la coopération internationale en région Centre qui rassemblent près de 500 personnes de la région chaque année depuis 2001.

Différents thèmes ont été abordés lors de ces Rencontres depuis leurs débuts. Les participants ont ainsi eu l'occasion de réfléchir et de débattre sur :

- « Comment valoriser et légitimer les actions de coopération internationale ? ».
- « La formation, levier du développement ».
- « Le développement rural : vecteur du développement social ».
- « Les acteurs du développement local ».
- « Une coopération internationale en faveur d'un développement durable ».
- « La dimension culturelle des actions de coopération internationale ».
- « Favoriser l'accès aux droits à la santé, à l'éducation et à l'information ».
- « Les nouveaux enjeux de la coopération internationale dans l'économie mondiale ».
- « Jeunes : une énergie à saisir »

Cette année, les Rencontres ont pour titre « **L'échange et la solidarité : Deux ressources pour nourrir le monde** ».

Le présent document a, quant à lui, été conçu pour proposer un ensemble de ressources bibliographiques accessibles en français sur les différentes dimensions de la sécurité alimentaire dans le monde.

Le document sera consultable en ligne et téléchargeable à partir de décembre 2010 sur le site du GRET (www.gret.org).

Sommaire

Sommaire	1
Abréviations et acronymes	3
Introduction	5
SECURITE ALIMENTAIRE : DE QUOI PARLE-T-ON ?	7
Concepts et principes	9
La sécurité alimentaire dans le monde	17
DISPOSER D'ALIMENTS	23
Accords commerciaux et politiques agricoles	25
Potentiel de l'agriculture	29
Filières, choix stratégiques et acteurs	35
Accès aux facteurs de production	39
Marchés, échanges et commercialisation	45
Aide alimentaire	49
ACCEDER AUX ALIMENTS	53
Pauvreté et moyens d'existence	55
Vulnérabilité	59
UTILISER LES ALIMENTS	65
Nutrition	67
Eau domestique	71
STABILISER L'OFFRE, L'ACCES ET L'UTILISATION	75
Prévention des crises alimentaires	77
Instabilité des prix alimentaires	83
Changement climatique, facteur d'instabilité et de vulnérabilité	89

LISTE DES ENCADRES ZOOM ZUR

Zoom sur... le droit à l'alimentation	13
Zoom sur... la souveraineté alimentaire	15
Zoom sur... les agrocarburants	37
Zoom sur... les accaparements de terres.....	42
Zoom sur... L'approche de la sécurité alimentaire par l'économie des ménages.....	58
Zoom sur... Les transferts sociaux	62
Zoom sur... la gestion des crises et des conflits.....	80
Zoom sur...les stocks alimentaires.....	85

Abréviations et acronymes

ACF-IN	Action contre la faim International Network
ACF	Action contre la faim
ACP	Afrique-Caraïbes-Pacifique
ACR	Accords Commerciaux Régionaux
AFDI	Agriculteurs français et développement international
BIM	Bulletin international sur la microfinance
BDS	Business Development Services
CAA	Convention relative à l'aide alimentaire
CCFD-Terre solidaire	Comité catholique contre la faim et pour le développement
CE	Commission européenne
CECID	Centre d'études de la coopération internationale et du développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEF	Pôle Conseil à l'exploitation familiale
CERISE	Comité d'échange, de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne-crédit
CFSI	Comité français pour la solidarité internationale
CILSS	Comité interétatique de lutte contre la sécheresse au Sahel
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
Coordination SUD	Coordination Solidarité Urgence Développement
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
C2A	Commission Agriculture et alimentation de Coordination SUD
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE
DESC	Droits économiques, sociaux et culturels
DG DEV	Direction générale – Développement de la Commission européenne
ECHO	Service d'aide humanitaire de la Commission européenne
EDCPM	European Centre for Development Policy Management
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARM	Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde
FEWS NET	Famine early warning system network
FIDA	Fonds International de développement agricole
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
ICTSD	<i>International Centre for Trade and Sustainable Development</i> – Centre International d'études pour le Commerce et le développement durable
IFPRI	<i>International Food Policy Research Institute</i> – Institut de recherche international pour les politiques alimentaires
INWENT	<i>Internationale Weiterbildung und Entwicklung gmbH</i>
IRC	<i>International Rescue Committee</i>
IRD	Institut de recherche pour le développement
IRAM	Institut de recherche agronomique
MAEE	Ministère français des affaires étrangères et européennes
OCHA	Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC	Organisation mondiale du commerce

OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PAM	Programme alimentaire mondial
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'ouest
SICIAV	Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité
SMIAR	Système mondial d'information
UE	Union européenne
ULB	Université libre de Bruxelles
UMR MOISA	Unité mixte de recherche Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

Introduction

Dans un contexte marqué par des crises alimentaires et économiques, la lutte contre l'insécurité alimentaire représente un défi majeur qui nécessite une mobilisation accrue de la recherche, des décideurs et des praticiens du développement. Organisées par le Conseil Régional du Centre, les 10èmes Rencontres de la coopération internationale en région Centre sont une occasion privilégiée pour s'informer, échanger et débattre autour de ce thème central qui est la sécurité alimentaire des populations.

Suite aux grandes crises alimentaires de la fin des années 70 dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, l'attention s'est focalisée sur la disponibilité alimentaire et la création des réserves des céréales, notamment dans les pays déficitaires. Au cours des années 80 et 90, une meilleure compréhension des déterminants de l'insécurité alimentaire ont conduit à prendre en compte les questions liées à l'accessibilité aux aliments, l'utilisation et le partage des ressources au sein des ménages. Aujourd'hui, on assiste à la complexification des crises et à l'imbrication des dimensions structurelles et conjoncturelles. Les récentes crises ont démontré que des réponses à court terme ne suffisent plus. Les idées convergent donc sur la nécessité d'un plus grand engagement des pays dans la recherche de solutions durables.

Pour apporter des réponses globales et à long terme, l'insécurité alimentaire doit être appréhendée dans toutes ses dimensions. Il est essentiel de considérer à la fois les questions liées à la disponibilité des aliments que celles concernant l'accessibilité physique et monétaire, et l'utilisation adéquate permettant de couvrir les besoins nutritionnels et de prévenir certaines maladies. Mais être en situation de sécurité alimentaire signifie également être dans une situation qui présente des garanties pour le futur.

A travers une sélection de documents divisée en cinq grandes parties, ce support bibliographique vise à améliorer la compréhension de multiples facteurs qui interagissent. Dans la première partie, il définit la sécurité alimentaire et présente l'état de la sécurité alimentaire dans le monde. Les documents sont pour l'essentiel des documents cadres, de courtes fiches techniques, des manuels ainsi que des rapports institutionnels qui informent des dernières tendances mondiales, régionales et nationales de la sécurité alimentaire.

La deuxième partie s'intéresse à la question de la disponibilité des aliments. En ce qui concerne la production agricole, elle traite en particulier de l'importance de politiques agricoles et d'accords commerciaux favorables, de l'exploitation d'un potentiel agricole et des choix de production en faveur de la sécurité alimentaire. Les modes de productions et le choix des filières sont également un facteur important à prendre en compte, ainsi que les différents facteurs de production.

Dans la troisième partie, ce document s'intéresse à la question de l'accès aux aliments. On a longtemps considéré que la sécurité alimentaire n'était qu'une question de disponibilité, mais il est aujourd'hui reconnu que la sécurité alimentaire est menacée même si la nourriture existe (qu'elle est disponible), mais qu'elle n'est pas accessible, souvent parce que trop chère ou physiquement trop éloignée. Dans cette troisième partie, la présente bibliographie traite de la pauvreté et de la vulnérabilité, deux facteurs essentiels de l'insécurité alimentaire.

L'utilisation des aliments est ensuite abordée dans la quatrième partie. Les références sélectionnées traitent essentiellement de la nutrition. En effet, la nutrition est un pilier majeur de la sécurité alimentaire, tant et si bien que beaucoup d'organisations parlent désormais de « sécurité alimentaire et nutritionnelle » de manière indissociable.

Enfin, la cinquième et dernière partie s'intéresse à la question de la stabilité des autres dimensions dans le temps, et en particulier aux crises et facteurs d'instabilité, dont l'augmentation des prix des denrées alimentaires, et à la prévention et la gestion de ces crises.

Icônes des outils disponibles dans le document



Sécurité alimentaire : de quoi parle-t-on ?

« La sécurité alimentaire et l'équilibre nutritionnel sont les fondements d'une vie décente, d'une bonne éducation et de la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le Développement. »

Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon

Concepts et principes

Une définition souvent employée de la sécurité alimentaire est celle utilisée lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».

Cette première sous-partie couvre, à travers les documents sélectionnés, les grands enjeux de la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Le thème est présenté de manière claire et didactique dans des documents-cadres publiés par des institutions telles que la FAO (et en particulier, le Programme commun à la FAO et à la Commission européenne « Sécurité alimentaire : l'information pour l'action »), mais aussi de façon plus opérationnelle, d'un point de vue de praticiens du développement, par des organisations non gouvernementales (ONG) telles que Action contre la faim (ACF).

En plus de ces documents de cadrage généraux, le lecteur découvrira un « Zoom sur » **le droit à l'alimentation**, concept invitant à une approche de la sécurité alimentaire par les droits, depuis les travaux d'Amartya Sen dans les années 1980. Il s'agit d'un droit humain, reconnu dans le Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), puis redéfini par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) en 1999. Les documents présentés dans le « Zoom » offrent un panorama des débats sur le droit à l'alimentation et sa mise en œuvre. L'auteur central actuellement sur le sujet est Olivier de Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Dans les faits, les textes sélectionnés montrent que le droit à l'alimentation est souvent violé. En effet, les moyens de revendiquer la réalisation du droit à l'alimentation et les chances d'obtenir réparation ou compensation dépendront largement de l'information et des mécanismes de contrôle disponibles aux niveaux national, régional et international.

Un « Zoom sur » **la souveraineté alimentaire** vient compléter cette première sous-partie générale. Il s'agit d'un concept politique, porté au débat par la *Via Campesina*, mouvement international paysan, lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Ce principe désigne le droit des populations, de leurs Etats ou de leurs Unions, à définir leur politique agricole et alimentaire. La souveraineté alimentaire prône le maintien d'une agriculture locale destinée en priorité à alimenter les besoins régionaux et nationaux, à travers notamment un rôle prépondérant des agricultures familiales et des femmes, des agricultures vivrières et de la transformation locale.

FICHE
TECHNIQUE

[Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire](#)

Guides pratiques du Programme « Sécurité alimentaire, l'information pour l'action »,
Commission Européenne-FAO

Cette fiche technique fournit un cadre permettant de comprendre les enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle introduit les principales définitions : la sécurité alimentaire et ses quatre piliers ; la durée et la sévérité de l'insécurité alimentaire ; la vulnérabilité et sa nécessaire prise en compte dans les programmes et politiques de sécurité alimentaire ; et le lien entre faim, malnutrition et pauvreté.

http://www.foodsec.org/docs/concepts_guide_fr.pdf

GUIDE

[Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Actions visant à relever le défi global, Manuel de référence](#)

Klaus Klennert (éditeur), coll. Environnement, Ressources naturelles et Alimentation, InWEnt – *Internationale Weiterbildung und Entwicklung GmbH* (Renforcement des capacités et développement international), 2006

Ce document, fruit d'une collaboration entre plusieurs organisations allemandes, couvre les principaux sujets et enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il traite de l'ensemble des sous-thématiques présentées dans le présent support. Les premiers chapitres présentent l'ensemble des concepts clés et font un état des lieux de la situation alimentaire et nutritionnelle globale. Les chapitres suivants présentent les indicateurs et les outils pour analyser la situation alimentaire et nutritionnelle. Le document s'intéresse également aux interventions à plusieurs niveaux (macro, méso et micro) ainsi qu'à des exemples de programmes internationaux. Enfin, le chapitre 8 donne des indications pour développer et planifier des stratégies d'intervention, avec un focus particulier sur le lien entre urgence, réhabilitation et développement.

http://www.inwent.org/imperia/md/content/a-internet2008/portaliz/umweltundernaehrung/abt_5.01_franz_sisch.pdf

REVUE /
ARTICLE

[Agriculture, sécurité alimentaire, nutrition et les Objectifs du Millénaire pour le Développement](#)

J. von Braun, M.S. Swaminathan, M.W. Rosegrant, Essai extrait du Rapport annuel de l'IFPRI, IFPRI, Washington, 2005

Cet essai, extrait du rapport annuel 2003-2004 de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (*International Food Policy Research Institute* – IFPRI) montre comment une stratégie de développement fondée sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle peut contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les auteurs soulignent que le développement de l'agriculture dans les pays à faible revenu favorise une croissance en faveur des pauvres, notamment lorsque celle-ci est associée à un meilleur accès des petits agriculteurs aux marchés. Ils soulignent l'importance de l'appropriation nationale, de la participation et de la bonne gouvernance aux échelons nationaux et internationaux.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ar03efr.pdf>

REVUE /
ARTICLE

[Le monde a faim, nos choix sont vitaux](#)

CFSI, Alternatives Economiques, N°282 bis, Paris, septembre 2008

Ce numéro d'Alternatives Economiques dresse un panorama destiné au grand public sur les principaux enjeux de la sécurité alimentaire mondiale aujourd'hui. Il s'intéresse à la résistance des pays en développement face aux chocs et aux crises ainsi qu'à la volatilité des prix agricoles et ses causes. Un focus est consacré à la hausse des prix des produits laitiers et à qui elle profite. Le dossier présente enfin des initiatives pour limiter l'impact de la hausse des prix alimentaires et, en particulier, la mise en place d'alternatives locales.

http://www.cfsi.asso.fr/upload/272bis_16p-OK_1.pdf

GUIDE

[Introduction à la sécurité alimentaire : principes d'intervention](#)

Action Contre la Faim International Network - ACF-IN

Ce livre est le premier d'une série sur la sécurité alimentaire publiée par l'ONG ACF. Il s'agit d'une introduction générale à la sécurité alimentaire destinée aux praticiens de terrain. Après une liste des définitions essentielles et une introduction qui présente l'action pour la sécurité alimentaire chez ACF, les chapitres 2 et 3 traitent de l'évaluation et des procédures de surveillance de la sécurité alimentaire. Le chapitre 4 expose les aspects organisationnels, logistiques et administratifs des programmes de sécurité alimentaire. Enfin, le dernier chapitre répond aux questions fréquemment posées.

http://www.actioncontrelafaim.org/fileadmin/contribution/8_publications/pdf/Ouvrages_et_fascicules_techiniques/Secu_alimentaire/ACF-SECU_FR-janv2008.pdf

VIDEO

[Lutter contre la pauvreté : Sécurité alimentaire - L'Union européenne en action](#)

Court métrage, 3 minutes, Commission européenne

Cette vidéo fait partie d'une série officielle destinée aux jeunes, expliquant les principaux objectifs de la politique de l'Union européenne en matière d'aide au développement (commerce, eau, environnement, droit de l'homme, santé, sécurité alimentaire, éducation, infrastructures, prévention des conflits). Cette vidéo montre des projets de terrain de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité alimentaire.



http://www.dailymotion.com/video/x9y3q0_lutter-contre-la-pauvrete-securite_news

AUTO-
FORMATION

[Les concepts cadres de la sécurité alimentaire](#)

Autoformation du Programme « Sécurité alimentaire, l'information pour l'action » de la Commission européenne - FAO (autoformation d'une durée : 2 heures, disponible en CD-Rom sur commande gratuite en ligne)

Ce cours introduit les concepts liés à la sécurité alimentaire et fournit les connaissances nécessaires pour en faire l'analyse. Il permet de comprendre la relation qui existe entre la sécurité alimentaire et les concepts de faim, malnutrition, et de pauvreté. En outre, ce cours explique comment utiliser et interpréter les cadres conceptuels pour l'analyse de la sécurité alimentaire.

http://www.foodsec.org/DL/dlcourselist_fr.asp

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

FAO

Le site de la FAO est l'un des principaux centres de ressources en ligne dans le domaine de la sécurité alimentaire. Il contient des pages sur toutes les grandes questions ayant trait à l'alimentation et l'agriculture dans le monde.

http://www.fao.org/index_fr.htm

- Les pages sur la « Faim » sont d'un intérêt particulier : elles définissent les principaux termes, répondent aux principales questions et fournissent les derniers chiffres de la sécurité alimentaire (<http://www.fao.org/hunger/hunger-home/fr/>).

- Les pages « Publications » permettent d'accéder à tous les rapports, articles et fiches techniques de la FAO par collection (<http://www.fao.org/corp/publications-corp/fr/>).

- L'onglet « Profils de pays » en français pour les pays francophones, résume les données sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition par pays. Les actions de la FAO y sont également détaillées (<http://www.fao.org/countryprofiles/default.asp?lang=fr>).

- Les pages sur la « Situation de la sécurité alimentaire mondiale » publient les bulletins du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) et des rapports et analyses sur la sécurité alimentaire dans le monde à court et à moyen terme.

(http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr/?no_cache=1)

Sécurité Alimentaire : l'Information pour la prise de décision

Cette plateforme rassemble des informations concernant le programme financé par la Commission Européenne et exécuté par la FAO. Ce programme vise à faire le lien entre l'information et la prise de décision pour améliorer la sécurité alimentaire.

http://www.foodsec.org/pubs_country_fr.html

Site de la Commission Européenne

Ce site présente la politique de l'Union européenne en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire. Il détaille tous les instruments utilisés par l'Union en ce sens : l'aide humanitaire (ECHO), le partenariat avec la FAO, le Groupe consultatif sur la recherche agronomique internationale (GCRAI) et les différentes modalités de soutien dans les pays en développement. Tous les documents officiels de la Commission Européenne concernant l'action en faveur de la sécurité alimentaire dans le monde sont publiés ici, notamment ceux concernant la Facilité alimentaire.

http://ec.europa.eu/development/policies/9interventionareas/ruraldev/food_intro_fr.cfm

Comité de sécurité alimentaire mondiale – CSA

Ce site présente le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), sa réforme, ses réunions et met à disposition de l'internaute les documents publiés par le Comité.

<http://www.fao.org/cfs/fr/>

Inter-réseaux Développement rural

L'Inter-Réseaux développement rural est une association qui vise à faire connaître, comparer des expériences, rassembler des personnes, faire partager. Son site est une source riche d'informations. L'Inter-Réseau publie bi-mensuellement la revue Grain de Sel, accessible gratuitement en ligne.

<http://www.inter-reseaux.org/>

Action contre la Faim

Action Contre la Faim (ACF), une organisation non gouvernementale (ONG) qui lutte contre le problème de la faim dans le monde. L'onglet « Publications » donne accès au journal de l'ONG, « Interventions », ainsi qu'à des ouvrages généraux, des ouvrages scientifiques et techniques et des tribunes, toutes ces publications ayant trait au problème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Certains documents ne sont pas disponibles en français.

<http://www.actioncontrelafaim.org/index.php?id=1>

Afrique Verte

Afrique Verte est une ONG de solidarité internationale qui œuvre pour l'amélioration de la sécurité et de la souveraineté alimentaire au Sahel. Le site propose une série de documents, que ce soit des bulletins d'informations, des capitalisations d'expériences, des fiches documentaires ou des documents de plaidoyer.

<http://www.afriqueverte.org/>

Comité Français pour la Solidarité Internationale - CFSI

Le CFSI, une ONG de solidarité internationale, coordonne la campagne Alimenterre, qui vise à informer chaque année l'opinion publique sur les causes économiques de la faim dans le monde et à promouvoir le respect du droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire en soutenant l'agriculture familiale au Nord comme au Sud. La documentation de la campagne est accessible sur le site internet de l'association.

(<http://www.cfsi.asso.fr/netkali/CFSI.aspx?IdItem=95&IdDoc=191>)

Le CFSI publie également trois collections : « Agriculture et alimentation », « Economie sociale et solidaire », « Société civile et participation ». Toutes ces collections comprennent des références sur la sécurité alimentaire. Les documents sont accessibles en ligne.

(<http://www.cfsi.asso.fr/netkali/CFSI.aspx?IdItem=22&IdDoc=241>)

Gret

Le Gret est une organisation de solidarité internationale. Il publie des documents de plaidoyer dans le cadre de la Commission agriculture et alimentation de Coopération SUD dont il est le chef de file, des études, et des capitalisations. Tous les documents gratuits sont téléchargeables en ligne sur son site, et en particulier sur l'onglet « Publications » (<http://www.gret.org/publications/rechercher.asp>)

<http://www.gret.org/>

Zoom sur... le droit à l'alimentation

FICHE
TECHNIQUE

[Le droit à l'alimentation : un défi pour les droits de l'homme au XXIème siècle](#)

FAO, Rome, 2006

Ce document, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation 2007, présente les principaux enjeux du droit à l'alimentation : définition, historique, concrétisation, progrès. Un focus sur les Directives sur les droits à l'alimentation est proposé, ainsi qu'une étude de cas du Brésil.

<http://www.aidh.org/alimentation/pdf/food.pdf>

FICHE
TECHNIQUE

[Le droit à la nourriture](#)

FAO, Rome.

Ce document définit le droit à la « nourriture » et présente les principaux enjeux du concept. Il souligne le rôle moteur des gouvernements, mais aussi la confusion à ne pas faire entre droit à la nourriture et nourriture gratuite. La fiche est illustrée par une carte des pays ayant inclus ce droit dans leur constitution. Elle présente également les défis que posent l'économie de marché, les conflits et l'action collective de tous les acteurs du développement pour la mise en œuvre du droit à la nourriture.

<http://www.fao.org/worldfoodsummit/french/fsheets/food.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Directives volontaires à l'appui à la concrétisation du droit à une alimentation adéquate](#)

FAO, Rome, 2005

Les Directives volontaires, adoptées à la 120^{ème} session du Conseil de la FAO (novembre 2004), ont pour objet de donner aux États des orientations pratiques pour assurer la concrétisation progressive

du droit à une alimentation adéquate. Elles constituent un instrument supplémentaire pour lutter contre la faim et la pauvreté et pour accélérer la réalisation des OMD. Les Directives volontaires représentent la première tentative faite par des gouvernements pour interpréter un droit économique, social et culturel et recommander les mesures à prendre pour assurer sa concrétisation.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/009/y9825f/y9825f01.pdf>

ETUDE /
RAPPORT

[Qui contrôle la gouvernance du système alimentaire mondial ?](#)

Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition, 2009

Cette publication annuelle effectue un suivi des actions des Etats concernant la réalisation du droit à l'alimentation. L'Observatoire 2009 se compose de deux grandes parties : dans la première, des experts internationaux font le point sur la gouvernance du système alimentaire mondial et montre dans quelle mesure ces processus devraient être menés dans le cadre de la réalisation du droit à l'alimentation. Dans la seconde partie, le document présente des focus régionaux et nationaux sur la mise en œuvre du droit à l'alimentation.

http://www.icco.nl/documents/pdf/watch2009_fr.pdf

ETUDE /
RAPPORT

[Droit à l'alimentation et accès à la justice, Exemple aux niveaux national, régional et international](#)

C. Golay, col. Etudes sur le droit à l'alimentation, FAO, Rome, 2009

Cette étude traite du droit à l'alimentation d'un point de vue théorique et analyse des cas empiriques au niveau national et régional. Elle s'intéresse à la définition du droit à l'alimentation et aux obligations corrélatives des Etats, puis analyse la

question de la « justiciabilité » du droit à l'alimentation en droit international. Elle explore la consécration du droit à l'alimentation dans les instruments internationaux de protection des droits de l'homme, puis décrit les voies de recours disponibles pour invoquer ce droit devant un organe judiciaire ou quasi-judiciaire. Elle analyse également la jurisprudence des organes de contrôle qui ont reconnu la justiciabilité du droit à l'alimentation.
[http://www.unscn.org/layout/modules/resources/files/The right to food and access to justice.FR 1. pdf](http://www.unscn.org/layout/modules/resources/files/The%20right%20to%20food%20and%20access%20to%20justice.FR.1.pdf)

GUIDE

Le droit à l'alimentation dans les faits. Mise en œuvre à l'échelle nationale
FAO, Rome, 2006

Ce rapport fait état des orientations pratiques pour la mise en œuvre du droit à l'alimentation à l'échelle nationale. Ces pistes concrètes sont accompagnées d'exemples de pratiques dans certains pays. Le document souligne l'importance d'adopter une approche globale visant à prendre en considération d'autres droits de l'homme qui sont intrinsèquement liés au droit à l'alimentation, notamment le droit universel à la liberté d'association et d'expression, le droit à une eau

potable sûre, le droit à l'information, à l'éducation et le droit de jouir du meilleur état de santé possible.

http://www.fao.org/docs/eims/upload/217299/AH189_fr.pdf

AUTO-
FORMATION

Formation à distance sur le droit à l'alimentation,

Col. Mise en pratique du droit à l'alimentation, FAO, Rome, 2010, accessible gratuitement sur internet et CD-Rom.

Introduction au droit à une alimentation adéquate, cette formation présente les principes du droit à une alimentation adéquate au moyen d'exemples concrets et de situations réelles. Elle donne également un aperçu général de son évolution et décrit les droits, les obligations et les responsabilités des ayants droit et des ayants obligation. La formation est composée de sept leçons, d'environ 30 à 45 minutes chacune, pour un apprentissage à progression autocontrôlée. Chaque leçon vise des objectifs spécifiques et comprend une liste de ressources pertinentes en ligne. Une série de documents relatifs au droit à l'alimentation sont également présentés.

http://www.fao.org/righttofood/kc/dl_fr.html

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Site du rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation

La page personnelle d'Oliver de Schutter, Rapporteur spécial aux Nations Unies sur le droit à l'alimentation, est une source riche d'informations sur le droit à l'alimentation : définitions, rapports officiels et autres documents y sont proposés. Le Rapporteur spécial travaille avec son équipe sur 9 domaines prioritaires : aide alimentaire, agro-négoce, changement climatique, commerce, gouvernance et crise alimentaire mondiale, droit de propriété intellectuelle, droits fonciers, mise en œuvre nationale, modèles d'agriculture).

<http://www.srfood.org/index.php/fr/right-to-food>

Portail de la FAO sur le droit à l'alimentation

http://www.fao.org/righttofood/index_fr.htm,

Et en particulier, la page de **Téléchargement des ressources**

http://www.fao.org/righttofood/kc/downloads/downloads_fr.htm

Et aussi, la page du **Forum Mondial sur le droit à l'alimentation de 2008**

http://www.fao.org/righttofood/rtf_forum/index_fr.html

Le glossaire du droit à l'alimentation

Le glossaire élargi du droit à l'alimentation de la FAO contient 418 concepts et définitions, le cas échéant, tirés de publications et de documents de la FAO et d'autres organisations internationales actives dans le domaine du droit à l'alimentation, ainsi que des actes des réunions d'experts. Les concepts sont accessibles en ligne sur le site Internet de la FAO concernant la terminologie à l'adresse <http://termportal.fao.org/faort/main/start.do>. Cet instrument a pour but de contribuer au suivi de la collection de concepts liés au droit à l'alimentation, en permettant d'y apporter les modifications ou ajouts nécessaires en fonction de l'évolution de ces concepts dans le cadre des activités de la FAO.

<http://termportal.fao.org/faort/main/start.do>

ESCR-Net, Base de données des jurisprudences

Justice-DESC est une mise à jour mensuelle en anglais, français et espagnol sur les jurisprudences importantes des droits économiques, sociaux et culturels (DESC), ajoutées à la base de données. Jusqu'à présent, Justice-DESC a sorti 11 numéros en libre accès sur internet (http://www.escri-net.org/resources/resources_show.htm?doc_id=904554).

Zoom sur... la souveraineté alimentaire

REVUE /
ARTICLE

[Dossier : La souveraineté alimentaire à l'heure de la libéralisation](#)

Grain de Sel, La revue de l'Inter-Réseaux, No. 37, Paris, décembre 2006-février 2007

Le dossier de ce numéro dédié aux « espoirs et limites de la souveraineté alimentaire » présente la complexité de ce concept et consacre deux pages au cas du riz. Le dossier traite ensuite de la place du concept de souveraineté alimentaire au sein des politiques et des négociations internationales, dans un contexte de remise en cause de la libéralisation des marchés agricoles. Enfin, le dossier se clôt sur la dimension régionale de la souveraineté alimentaire.

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/GdS37_Souverainete_alimentaire.pdf

REVUE /
ARTICLE

[Le concept de souveraineté alimentaire constitue-t-il un outil politique utile pour les PED dans le cadre des négociations commerciales internationales agricoles ?](#)

C. Laroche Dupraz, A. Postolle, Communication au séminaire sur la sécurité Alimentaire de l'UMR MOISA, Montpellier, le 8 avril 2010

Alors que la « sécurité alimentaire » a contribué à justifier des politiques de protection mais aussi d'ouverture aux échanges, une analyse cognitive montre que la « souveraineté alimentaire » née d'une mobilisation collective plurisectorielle et mondialisée, porte deux principales revendications pour les pays en développement : l'élimination de la concurrence déloyale subie par leurs productions agricoles et le droit à protéger leurs marchés des importations.

L'examen du volet agricole à l'OMC fait apparaître que certains mécanismes en négociations relèvent du concept de souveraineté alimentaire, même si ce terme ne figure pas dans les textes de projet d'accord.

http://www.prodinra.inra.fr/prodinra/pinra/data/2010/06/PROD2010eb0dd72_20100618114457966.pdf

VIDEO

[Quel chemin pour la souveraineté alimentaire ?](#)

O. Baillif, 2008, 30 min. Coproduction Radio-Télévision sénégalaise /CIRTTEF, Radio-Télévision belge francophone avec le soutien du Fonds Belge de Survie

L'Union Européenne veut signer des accords de libre échange avec les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP),

rassemblant la plupart des pays les plus pauvres du monde. Ces accords appelés Accords de Partenariats Economiques (APE) sont même présentés au Nord comme des accords qui vont renforcer l'intégration de ces pays. Ce reportage se demande pourquoi des organisations paysannes, des associations de femmes, de maraîchers et des ONG locales au Sénégal rejettent ces accords. La réponse qu'il donne est que c'est sans doute parce qu'elles ont mesuré les menaces sur l'agriculture, et les finances publiques de leur pays.

<http://www.pfsa.be/spip.php?article303>



CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Site de la Via Campesina

La Via Campesina est à l'origine du concept de souveraineté alimentaire. Elle possède un site en français. La Via Campesina en a fait un axe de travail spécifique pour les négociations commerciales, mais d'autres thèmes de travail du mouvement y ont trait plus ou moins directement. Toutes les publications, articles, positions et communiqués de presse de la Via Campesina sont accessibles sur le site. <http://www.viacampesina.org/fr/>

Bulletin de veille Souveraineté Alimentaire de l'Inter-Réseaux Développement rural (réseau)

Cette publication, l'un des nombreux bulletins de veille de l'Inter-Réseaux, fait le point sur les dernières publications francophones ainsi que sur l'agenda et les événements passés ayant trait à la souveraineté alimentaire. <http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/>

Site de la Plateforme Souveraineté alimentaire (réseau)

Cette plateforme rassemble des organisations agricoles et paysannes, des organisations de solidarité internationale, des organisations d'environnement et des organisations de consommateurs. Le site met en ligne des études et des documents de plaidoyer, mais aussi de nombreuses vidéos. Ils répertorient également les longs métrages réalisés sur le sujet de la souveraineté alimentaire.

<http://www.pfsa.be/>

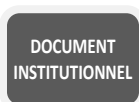
La sécurité alimentaire dans le monde

La hausse des prix des denrées alimentaires enregistrée en 2007-2008, puis les crises financière et économique de 2009, se sont traduites par une augmentation forte de l'insécurité alimentaire dans le monde et, par là, par un regain d'intérêt de la communauté internationale pour mettre en œuvre des interventions dans ce domaine. L'insécurité alimentaire augmentait de manière constante depuis une dizaine d'années, mais ces crises successives ont ébranlé la possibilité d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), notamment le premier Objectif.

Le rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009 met l'accent sur la hausse progressive et constante du nombre de personnes sous-alimentées depuis 2000. En effet, le nombre de personnes malnutries a atteint des records, dépassant un milliard en 2009. En 2010, ce nombre a légèrement baissé, d'après la FAO, qui a publié en septembre les nouveaux chiffres de la faim : le nombre de personnes souffrant de la faim est de 925 millions¹.

Par ailleurs, la transmission des crises économique et financière aux pays en développement pourrait aggraver l'insécurité alimentaire dans le monde sur le long terme, notamment pour les pays dont la population dépend des importations de produits alimentaires. Les prévisions présument une hausse de 2% de l'insécurité alimentaire.

Cependant, malgré les échecs, de nombreuses publications mettent en exergue la possibilité d'éradiquer la faim dans le monde. Même si dans certains pays, les échecs s'accumulent, dans d'autres, on constate que des progrès sont accomplis. Des enseignements doivent être tirés pour pouvoir, *in fine*, orienter et formuler de nouvelles politiques visant à réduire la faim de manière efficace.



[L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009. Crises économiques – Répercussions et enseignements](#)

FAO, Rome, 2009

Ce dixième rapport de la FAO sur la faim dans le monde entend analyser les conséquences de la crise économique et en tirer des enseignements. Il souligne qu'avant même la crise alimentaire de 2007-2008 et la crise économique de 2008-2009, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde était en progression lente mais constante. Avec l'apparition de ces crises, ce nombre a toutefois fortement augmenté. Malgré les difficultés financières que connaissent les gouvernements dans le monde entier, l'investissement agricole et les filets de sécurité demeurent des éléments clés d'une intervention efficace pour réduire l'insécurité alimentaire aujourd'hui et à l'avenir.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/i0876f/i0876f.pdf>

Une présentation orale de ce rapport en français peut être vue et écoutée sur le site de la FAO : [\(http://www.fao.org/publications/sofi/fr/\)](http://www.fao.org/publications/sofi/fr/).

¹ FAO, page d'accueil des chiffres de la faim dans le monde : <http://www.fao.org/hunger/hunger-home/fr/>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Recul de la faim dans le monde, qui reste à des niveaux néanmoins inadmissibles](#)

Note de synthèse des chiffres de la faim dans le monde, Département économique et social, FAO, Rome, septembre 2010

Cette note de synthèse présente les chiffres de la faim dans le monde en 2010. Malgré la baisse du nombre de personnes souffrant de la faim entre 2009 et 2010 (d'un milliard à 925 millions de personnes), le premier en 15 ans, la réalisation des objectifs de lutte contre la faim tels que l'OMD 1 est encore incertaine. La conclusion de la note est que les gouvernements devraient promouvoir des investissements accrus dans l'agriculture, élargir les filets de sécurité et accroître les activités génératrices de revenus pour les pauvres des zones rurales comme urbaines.

<http://www.fao.org/docrep/012/al390f/al390f00.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[La sous-alimentation dans le monde](#)

Chapitre 1, « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008. Prix élevés des denrées alimentaires. Menaces et perspectives », FAO, Rome, 2008

Dans les rapports précédents, la FAO a exprimé sa profonde préoccupation quant à l'absence de progrès dans la réduction du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. L'accent est mis sur les conséquences des prix élevés des denrées alimentaires. Ce rapport examine également comment des prix élevés pourraient permettre de relancer l'agriculture paysanne dans les pays en développement.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0291f/i0291f00.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006. Eradiquer la faim dans le monde, bilan 10 ans après le sommet de l'alimentation](#)

FAO, Rome, 2006

Ce rapport de la FAO examine les progrès et les reculs enregistrés en matière de réduction de la faim depuis 1990-92, dans le but de faire un bilan de la mise en œuvre du Plan d'Action du sommet mondial de l'alimentation. Dans un premier temps le rapport présente un état des lieux à l'échelle mondiale, régionale et sous-régionale de la sous-alimentation et de la sécurité alimentaire. Le rapport préconise de tirer des enseignements des expériences passées, pour formuler de nouvelles politiques visant de manière efficace à réduire l'insécurité alimentaire dans le monde.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0750f/a0750f00.pdf>

Résumé du rapport : <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0750f/a0750f00a.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement \(OMD\)](#)

Nations Unies, New York, juin 2010

Publié avant le Sommet de révision des OMD de septembre 2010, ce rapport présente l'avancement de leur réalisation illustrée par une analyse détaillée d'indicateurs. Pauvreté, sécurité alimentaire et nutrition sont abordées dans l'OMD 1. Le rapport révèle que la réalisation des OMD est très lente, du fait notamment d'un manque de respect des engagements des Etats et de ressources insuffisantes. En outre, les gains acquis ont été atténués par les crises économiques, alimentaires et climatiques successives. Des progrès apparaissent toutefois dans les domaines de la scolarisation et de la santé des enfants et de l'accès à l'eau potable. Le document conclut que les OMD pourraient être atteints si les politiques et programmes nationaux de développement étaient soutenus par les partenaires internationaux.

<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report2010.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Progrès pour les enfants n°9. Réaliser les OMD avec équité](#)

Fonds des Nations unies pour l'enfance - UNICEF, New York, 2010

Ce rapport de l'UNICEF publie et analyse des données sur la réalisation des OMD par différents pays. Le rapport fait le point sur chacun des OMD et met en exergue l'existence de fortes disparités entre les régions et les pays. Malgré les progrès réalisés entre 1990 et 2008, les inégalités entre les pays se creusent. Les raisons de cette discordance sont mentionnées dans le rapport : pauvreté, genre et localisation géographique sont les premiers facteurs, mais l'accent est également mis sur la crise financière mondiale, la volatilité des prix alimentaires et l'urbanisation. Le premier chapitre traite plus particulièrement de l'objectif 1 visant à réduire de moitié la pauvreté et la faim dans le monde d'ici 2015. Les résultats semblent insuffisants pour atteindre les objectifs fixés. Ce retard s'explique en partie par la présence d'inégalités régionales.

http://www.unicef.org/french/publications/files/Progress_for_Children-No.9_FR_081710.pdf

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[La sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne](#)

Chapitre 2, « Sécurité alimentaire et développement agricole en Afrique subsaharienne, Dossier pour l'accroissement des soutiens publics, Rapport Principal », W. Kidane, M. Maetz, P. Dardel, Bureau régional pour l'Afrique, Série sur l'assistance aux politiques No. 2, FAO, Rome, 2006.

Ce rapport effectue une revue complète des questions de sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Le chapitre 2, en particulier, fait le point sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région. Il analyse les questions des disponibilités alimentaires et de l'accès à l'alimentation. Le rapport souligne que près de 33% de la population d'Afrique subsaharienne (200 millions de personnes) sont sous-alimentées, dont 60% dans les pays en conflit. La sous-alimentation chronique sévit dans toute la région. Dans certains pays, on constate une amélioration générale, mais lente et irrégulière, de la situation. La région reste exposée aux risques de famine et d'insécurité alimentaire, facilement déclenchées par des conflits ou des aléas climatiques extrêmes.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0627f/a0627f.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2009. Le point sur l'élevage,](#)

FAO, Rome, 2009.

Le secteur de l'élevage subit une mutation rapide qui conduit à une croissance déséquilibrée du secteur. Ce déséquilibre se traduit par une dichotomie croissante dans le secteur en termes d'échelle, d'intensité et d'efficacité de la production, et par des conséquences inattendues sur la société, la nutrition, la santé animale et l'environnement. A travers ce rapport, la FAO conclut que pour faire face à ces défis, le secteur de l'élevage doit s'appuyer sur des institutions compétentes, des travaux de recherche, des initiatives de développement et une gouvernance qui reflètent sa diversité et les nombreuses exigences qui pèsent sur lui.

<http://www.fao.org/docrep/012/i0680f/i0680f.pdf>

Fiche synthétique : <http://www.fao.org/docrep/012/i0680f/k6960f.pdf>

VIDEO

Rapport de suivi mondial 2010

Banque mondiale, Fonds monétaire international - FMI, Washington DC, 2010

Cette vidéo présente brièvement le nouveau rapport de suivi mondial (RSM) 2010 sur les conséquences de la crise financière et économique sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). La crise économique mondiale a ralenti le rythme de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement et aura des conséquences sur plusieurs années. Les OMD liés à la faim et à la mortalité infantile seront particulièrement touchés.



<http://streaming3.worldbank.org/asxgen/ext/media/GMR2010French.wmv>

Rapport : <http://siteresources.worldbank.org/INTGMR2010FRE/Resources/0000639573FRfr.pdf>

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Site du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture - SMIAR

Le SMIAR, instrument de la FAO, assure le suivi continu de la situation offre/demande mondiale et fournit une alerte précoce des crises alimentaires susceptibles d'affecter certains pays. Sur le site, les différentes publications sont disponibles, dont les deux principales sont [Perspectives de l'alimentation](#) et [Perspectives de récoltes et situation alimentaire](#). Le SMIAR publie également des [Alertes et rapports spéciaux](#) pour les pays en crise, ainsi que des rapports de synthèse par pays. Tous les documents ne sont pas traduits en français.

<http://www.fao.org/giews/french/index.htm>

FAOstats, site de statistiques de la sécurité alimentaire de la FAO

Ce site contient des séries de statistique relatives à la sécurité alimentaire. Les thèmes sont : la pénurie alimentaire, les besoins alimentaires, la consommation alimentaire, la production et le commerce international, la composition du régime alimentaire, l'accès à l'alimentation, l'aide alimentaire et l'état nutritionnel des enfants. Il inclut aussi des analyses statistiques, par pays, sur les progrès pour atteindre l'objectif établi lors du Sommet mondiale conférence sur la réduction de la faim (FAO, Rome, 1996) et la Déclaration du Millénaire (UN, New York, 2000).

<http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=562&lang=fr>

FAO, Statistiques de la sécurité alimentaire

Cette page donne une série de fichiers statistiques synthétiques sur plusieurs sous-thématiques de la sécurité alimentaire par groupe de pays développés et en développement.

<http://www.fao.org/economic/ess/food-security-statistics/fr/>

Site des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) – Nations unies

Ce site de l'Organisation des Nations unies, permet de découvrir chacun des objectifs du millénaire pour le développement de manière détaillée, notamment le premier objectif : réduire la faim et la pauvreté. Certains rapports et publications sont accessibles en français sur la thématique. L'accès aux avancements de l'Objectif dresse un aperçu de l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde.

<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/index.html>

« Le Point sur la situation alimentaire », Site de l'ONG Afrique Verte

A travers son bulletin mensuel d'information technique, Afrique Verte fait le point sur la situation alimentaire au Mali, Niger et Burkina Faso, les trois pays sahéliens dans lesquels elle intervient. Ces bulletins donnent notamment le prix des céréales sur les marchés de consommation et des informations sur la campagne agricole. Les données sont relevées mensuellement par les équipes terrains en collaboration avec les services nationaux.

<http://www.afriqueverte.org/index.cfm?srub=59>

Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), onglet « situation alimentaire »

Cette page web amène directement sur une carte interactive, permettant de suivre la situation alimentaire des pays du Sahel. Elle donne également accès aux bulletins (trimestriels, mensuels) rédigés par d'autres organismes (SMIAR, FEWSNET, Afrique Verte) fournissant des informations sur la situation alimentaire mondiale actuelle.

<http://www.food-security.net/suivrelesituation.php>

Campagne « Onebillionhungry.org », « Un milliard de personnes souffrent de la faim et ça me révolte »

Cette campagne internationale de sensibilisation, lancée par la FAO le 11 mai 2010, vise à interpeler les gouvernants pour éradiquer la faim dans le monde, à travers une pétition qui doit être signée par un million de personnes. Elle contient une page d'informations grand public sur les chiffres et les définitions clés de la faim dans le monde.

<http://www.1billionhungry.com/>

Disposer d'aliments

« L'accroissement de la production alimentaire, y compris des aliments de base, doit être recherché. Cela doit se faire dans le cadre de l'aménagement durable des ressources naturelles, de l'élimination des modes non viables de consommation et de production, en particulier dans les pays industrialisés, ainsi que d'une stabilisation rapide de la population mondiale. Nous rendons hommage à la contribution fondamentale des femmes à la sécurité alimentaire, notamment dans les zones rurales des pays en développement, et soulignons la nécessité d'assurer l'égalité entre hommes et femmes. La revitalisation des zones rurales doit aussi être une priorité pour renforcer la stabilité sociale et enrayer le mouvement d'exode rural excessif que connaissent nombre de pays. »

Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, Sommet mondial de l'alimentation, 1996.

Accords commerciaux et politiques agricoles

Dans le cadre de la libération des marchés agricoles au niveau international et des politiques promues par les pays donateurs et les organisations intergouvernementales, de nombreux pays en développement ont dû réduire leurs barrières commerciales à l'entrée de produits agricoles. Ces stratégies ont été fortement critiquées du point de vue de la sécurité alimentaire car l'importation de produits alimentaires peu chers, en provenance du Nord et fortement subventionnés, tend à réduire les incitations à la production et à la transformation locales et a donc un impact important sur les agricultures familiales du Sud et le développement de l'agriculture locale. Pourtant, ce développement est essentiel pour assurer la sécurité alimentaire des pays en développement. Les documents sélectionnés dans cette sous-partie présentent les principaux enjeux du commerce mondial de produits agricoles, des négociations dans le cadre de l'OMC et des accords régionaux entre l'Union européenne et les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP).

Une autre série de documents traite des politiques agricoles nationales et régionales, plus particulièrement en Afrique, comme instrument de lutte contre l'insécurité alimentaire et de développement. En effet, la sécurité alimentaire des pays en développement ne suppose pas simplement la protection de leurs marchés, mais aussi des politiques agricoles complémentaires et efficaces.

Enfin, la question de la cohérence des politiques, notamment au niveau européen, avec la sécurité alimentaire mondiale, est abordée dans un dernier article.

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Vers une politique commerciale agricole appropriée pour les pays en développement à faible revenu](#)

Document technique sur les politiques commerciales No. 14, FAO, Rome, 2006

Beaucoup de pays en développement sont actuellement poussés à réduire leurs barrières commerciales à l'entrée de produits agricoles. Ces pressions proviennent à la fois des négociations commerciales (multilatérales, plurilatérales et bilatérales) en cours et des politiques générales qui leur sont conseillées sur la base de l'hypothèse qu'une libéralisation des politiques agricoles est nécessaire pour encourager la croissance. Ce document montre que la diversité des situations commerciales, des structures de production et du rôle de l'agriculture dans les pays en développement nécessite d'adapter la stratégie de libéralisation en fonction des contextes.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/j7724f/j7724f01.pdf>

GUIDE

[Agriculture et OMC en Afrique : Comprendre pour agir](#)

Coordination d'A. Alpha, M-C. Lebret, Editions du Gret, Paris, 2006

Cet ouvrage fournit des éléments de compréhension du fonctionnement des institutions et des accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il propose aux responsables d'organisations de la société civile d'Afrique subsaharienne des outils pour mieux prendre la mesure de l'enjeu et des moyens de la participation au commerce mondial. Organisé autour de textes descriptifs et factuels, l'ouvrage est ponctué de définitions et illustré par des expériences concrètes.

<http://www.gret.org/publications/ouvrages/infoomc/index.html>

REVUE /
ARTICLE

Accords de partenariat économique. Présentation, analyses, points de vue

Revue Grain de Sel, Revue de l'Inter-Réseaux, No. 39, Paris, juin-août 2007

Ce numéro spécial revient sur les enjeux des négociations entre l'Union Européenne et les différentes sous-régions Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) en vue de conclure un accord de partenariat économique (APE). Il présente les analyses des experts et les points de vue des acteurs. Cette publication comporte un supplément de 8 pages, réalisé avec le Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), qui donne la parole aux organisations paysannes de cinq régions ACP.

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf_GdS39_APE.pdf

ETUDE /
RAPPORT

Évaluation de l'impact sur le développement durable des Accords de partenariat économique UE-ACP. Synthèse des principaux résultats, recommandations de politique et enseignements tirés

Coordination de S. Richardson, Pricewaterhouse Coopers, Paris, mai 2007

L'étude d'évaluation de l'impact sur le développement durable (EEID) des APE entre l'Union européenne et les pays ACP a été entamée fin 2002. Des études de cas ont été menées dans des secteurs clés de l'ensemble des ACP, une dans chacune des espaces régionaux de négociation. Cette évaluation fournit des recommandations politiques à trois niveaux : les politiques concernant l'intégration régionale, les mesures commerciales (pour les négociateurs), et les politiques visant à promouvoir un développement durable (pour un ensemble plus large de décideurs).

http://www.sia-acp.org/acp/download/Rapport-SIA-EU-ACP-Exe-Sum_FR.pdf

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique

Le développement économique en Afrique, rapport 2009, Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement - CNUCED, 2009

Cette étude dresse un bilan de l'intégration régionale en Afrique subsaharienne, en prenant en compte des questions nouvelles comme le commerce des services, l'investissement et les migrations, qui ne sont couvertes que partiellement dans les études existantes. Elle est axée plus sur les flux économiques que sur les aspects institutionnels de l'intégration intra-africaine. Les obstacles qui freinent la coopération intra-régionale sont examinés, et des propositions sont faites pour favoriser la participation et l'intégration de l'Afrique à l'économie mondiale.

http://www.unctad.org/fr/docs/aldcafrica2009_fr.pdf

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

La politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest : l'ECOWAP. Faire de l'agriculture le levier de l'intégration régionale

Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest - CEDEAO, Abuja, 2008

Cet « ECOWAP en brève » est un document d'information sur les enjeux agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest et sur la politique agricole au niveau régional. Il souligne l'importance de prendre en compte la dimension régionale pour construire une stratégie de développement du secteur agricole. Cette proposition repose sur plusieurs constats : la forte complémentarité des pays et des bassins de production et la pertinence de l'échelle régionale pour mettre en place des politiques permettant de promouvoir le secteur agricole (régulation de l'offre et la demande de produits agricoles, développement des filières et politiques commerciales aux frontières).

Ce document comprend aussi une brève présentation de l'Offensive régionale pour la production alimentaire et contre la faim, déployée en réponse à la crise provoquée par la hausse des prix en 2007-2008.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/01_ComCEDEAO.pdf

REVUE /
ARTICLE

[L'agriculture en quête de politiques](#)

Revue Grain de Sel, Revue de l'Inter-Réseaux, No. 41-42, Paris, décembre 2007-mai 2008

Ce numéro spécial présente différents points de vue sur des questions majeures qui se posent pour concevoir des politiques agricoles efficaces. De quelles agricultures les sociétés africaines ont-elles besoin ? Doit-on soutenir les exploitations familiales ou développer les entreprises agricoles ? Comment assurer la cohérence et la complémentarité entre les échelles nationale, régionale et internationale ? Une attention particulière est portée aux enjeux transversaux tels que les négociations commerciales dans le cadre de l'OMC, les politiques régionales et la hausse des prix alimentaires.

<http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/GdS41-42.pdf>

ETUDE /
RAPPORT

[La protection des marchés agricoles. Un outil de développement](#)

Coordination SUD – Solidarité, Urgence, Développement, Paris, novembre 2006

Ce rapport étudie des exemples récents de protection de marchés de produits agricoles, afin d'alimenter la réflexion sur la pertinence de préserver cet outil d'intervention publique. Face aux impacts négatifs d'une libéralisation excessive, un nombre croissant de pays en développement ont tenté de protéger leur développement agricole. Par ce rapport, Coordination SUD a voulu insister sur le fait que le développement s'appuie sur une diversité de politiques, dont aucune ne peut marcher dans tous les pays, pour tous les produits et à tout moment. Ainsi une palette d'instruments de politique publique est donc indispensable, et la protection des marchés doit pouvoir en faire partie. Ce document a été rédigé par les différents membres de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination Sud, et plus particulièrement par le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), le Gret, l'Iram, Oxfam France-Agir ici et Peuples solidaires.

<http://www.coordinationsud.org/La-protection-des-marches>

PLAIDOYER

[Pour des politiques européennes cohérentes avec la sécurité alimentaire mondiale : quel rôle pour les parlementaires européens et les parlementaires des pays partenaires au Sud ?](#)

Comité français pour la solidarité internationale - CFSI, mars 2010

Les politiques européennes sont-elles toujours cohérentes avec la lutte contre la faim dans le monde ? L'analyse des politiques agricoles, commerciales et de développement montre que beaucoup de progrès restent à faire, les intérêts de l'Union européenne primant souvent sur la réalisation du droit à l'alimentation et des objectifs du millénaire pour le développement. Ce document vise à informer les parlementaires et à encourager leurs actions pour une plus grande cohérence des politiques européennes avec la réduction de la faim dans le monde.

http://www.cfsi.asso.fr/upload/brochure%20PE_BasDef_1.pdf

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Organisation Mondiale du Commerce – OMC

Ce site contient des pages qui présentent les perspectives des négociations sur l'agriculture dans le cadre de l'OMC : http://www.wto.org/french/tratop_f/agric_f/negoti_f.htm

Ce site propose également un site d'information sur les accords régionaux (ACR) : <http://rtais.wto.org/UI/PublicMaintainRTAHome.aspx>

[Site de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture \(FAO\) sur le commerce des produits de l'agriculture, des pêches et des forêts \(institutionnel\)](#)

Ce site de la FAO contient différents onglets dont un sur les négociations commerciales, un sur les textes des accords multilatéraux, un présentant les statistiques du commerce international ; et enfin un onglet « Publications » donnant accès aux publications et documents de la FAO sur les questions liées au commerce : http://www.fao.org/trade/pub_fr.asp. Toutes les publications ne sont pas traduites en français.

http://www.fao.org/trade/index_fr.asp

EDCPM (Centre Européen de Gestion des Politiques de Développement)

Le site du Centre Européen de Gestion des Politiques de Développement (EDCPM) contient notamment un centre d'informations en ligne, avec des liens qui dirigent vers d'autres sites et des publications.

http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Fr_Content/Navigation.nsf/index2?ReadForm

CTA (Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE)

Le Centre technique de coopération agricole et rural (CTA), créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les Etats du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) et l'Union européenne, a pour mission de développer et de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural et renforcer les capacités de ces pays dans ce domaine.

<http://www.cta.int/fr/>

AgriTrade, Portail web du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) traitant des questions sur le commerce agricole dans les relations entre les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) -Union européenne

Il s'agit d'un portail consacré aux questions de commerce international des produits agricoles dans le cadre des relations ACP-UE. AgriTrade fournit des informations et des analyses sur des questions clés, notamment les négociations APE et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la réforme de la PAC, la sécurité alimentaire ainsi que les principaux produits de base tels que le secteur sucrier, des bananes, du coton et des produits de la pêche.

<http://agritrade.cta.int/fr>

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

Coordination SUD publie régulièrement des documents (rapports, lettres, notes de position) sur la question des accords commerciaux et des politiques agricoles, notamment à travers le travail de la Commission Agriculture et alimentation. Cette Commission regroupe des ONG et organisations membres de Coordination SUD et non-membres pour travailler sur les questions agricoles.

http://www.coordinationsud.org/spip.php?page=ressources&id_mot=257&id_rubrique=29

Potentiel de l'agriculture

Pour bien des pays en développement, le renforcement des disponibilités alimentaires passe par une augmentation de la production alimentaire locale et donc par le renforcement de l'agriculture. Celle-ci abandonnée de l'aide publique au développement durant plusieurs années retrouve aujourd'hui une place importante dans les débats sur le développement.

Source de sécurité alimentaire, de revenus et d'emplois, moteur de croissance, l'agriculture redevient un secteur d'intérêt pour les pratiques d'appuis au développement. Plusieurs expériences montrent l'importance des contributions de ce secteur au développement des pays.

De plus, pour certains pays (notamment les grands pays céréaliers sahéliens), le renforcement de ce secteur pourrait sécuriser durablement l'offre alimentaire locale, car ils sont en capacité de satisfaire leurs besoins locaux.

Cependant la question de la capacité de ce potentiel agricole localisé à satisfaire l'ensemble des besoins de la région ouest africaine reste posée, de même que celle, plus large, de la capacité des agricultures africaines à nourrir le continent africain.

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement](#)

Banque Mondiale, Washington D.C., 2007

Le Rapport sur le développement dans le monde 2008 de la Banque Mondiale se consacre entièrement à l'agriculture et plaide pour un investissement plus important dans l'agriculture des pays en développement. Le rapport recommande de placer ce secteur au centre des efforts de développement pour pouvoir atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de la population vivant dans une extrême pauvreté et souffrant de la faim.

<http://go.worldbank.org/ZHF0FVOTA0>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Sécurité alimentaire et développement agricole en Afrique subsaharienne](#)

Chapitres 3 à 6, Série sur l'assistance aux politiques, Dossier pour l'accroissement des soutiens publics, Bureau régional pour l'Afrique, FAO, Rome, 2006

Les chapitres 3 à 6 de cet ouvrage destiné à promouvoir l'accroissement de l'aide publique au développement montre que l'agriculture a prouvé qu'elle était capable d'assumer un rôle de secteur leader pour initier une croissance rapide et un développement économique de grande ampleur à moyen terme, en particulier dans les pays les moins avancés et plaide dans une première partie pour de plus importantes initiatives de développement agricole. La performance du secteur agricole est réelle même si la croissance induite n'a pas véritablement permis une amélioration de la sécurité alimentaire ; l'ouvrage s'intéresse donc aussi aux obstacles actuels du développement de l'agriculture en Afrique subsaharienne et prône un renforcement de l'appui public à la levée de ces obstacles.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0627f/a0627f.pdf>

ETUDE /
RAPPORT

[Les potentialités agricoles de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#)

R. Blein, B. Soulé, B. Faivre-Dupaigre, B. Yérima, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM), Paris, février 2008

Cette étude met à disposition des éléments d'information et d'analyse pour répondre à la question : l'agriculture ouest-africaine dispose-t-elle d'un potentiel suffisant pour nourrir la population de la région et à quelles conditions ? L'Afrique de l'Ouest peut-elle assurer la sécurité alimentaire d'une population qui double en 25 ans, sans un recours massif aux importations ? L'étude s'appuie sur les enseignements tirés des mutations des agricultures ouest africaines des 25 dernières années. Elle croise une analyse quantitative avec l'analyse des dynamiques et des trajectoires des agricultures dans leur diversité. L'étude identifie et discute quatre scénarios qui sont autant de contextes possibles pour les agricultures ouest africaines au cours des 25 prochaines années.

http://www.fondation-farm.org/IMG/pdf/etudepotentialites_rapport.pdf

CAPITALISATION

[Bref aperçu de « Millions Fed » : Succès prouvés dans le développement agricole](#)

D.J. Spielman, R. Pandya-Lorch, Washington DC, IFPRI, 2009

Cette brochure publiée par l'IFPRI, présente les faits saillants et les leçons à tirer des interventions dans le développement agricole qui ont contribué à la réduction de la faim. Des progrès ont été réalisés dans la lutte contre la malnutrition et l'expérience des réussites, qui ont permis de réaliser ces progrès, est porteuse d'enseignements sur la manière d'orienter l'agriculture. La brochure met notamment l'accent sur les types de politiques et de programmes à mettre en œuvre mais aussi sur l'investissement dans le domaine agricole qui ont favorisé la lutte contre la malnutrition. Les recommandations sont illustrées par différentes études de cas. Par ailleurs, une analyse approfondie de ces interventions aboutit à la définition de facteurs de réussite de ces interventions agricoles, permettant par la suite d'établir des perspectives en matière de développement agricole.

http://www.unscn.org/layout/modules/resources/files/Bref_aperçu_de_Millions_Fed_Succès_Prouvés_dans_le_Développement_Agricole_1.pdf

VIDEO

[L'évolution de la production et du disponible alimentaire en Afrique sub-saharienne](#)

N. Bricas, M. Lebrun, CIRAD, UMR Moisa, Journée du 4 septembre du CIRAD « Sécurité alimentaire et production agricole : y a t-il un lien ? », septembre 2008

Cette communication passe en revue des séries longues de production agricoles dans les pays d'Afrique subsaharienne. Leur analyse quantitative permet de montrer que malgré un désinvestissement dans l'agriculture vivrière, la production alimentaire africaine a augmenté à un rythme proche de celui de la population ; certains pays ont connu un boom agricole depuis une vingtaine d'années (Nigeria, Ghana) ; certaines productions ont connu une croissance forte en surface et en rendements : racines et tubercules, plantain, oléagineux, maïs et sorgho dans certains pays : mais les facteurs déterminants de ces progressions restent à identifier.

http://umr-moisa.cirad.fr/media/dossier_4_sept/nicolas_bricas_et_mila_lebrun



VIDEO

[Les sahéliennes peuvent nourrir le Sahel](#)

Version documentaire sur la transformation de céréales, Afrique Verte, 20 mn, Mali, 2008.

Au Sahel, les céréales locales comme le mil et le sorgho constituent la base de l'alimentation quotidienne. Le Mali, le Burkina Faso et dans une moindre mesure le Niger produisent ces céréales en quantité suffisante pour nourrir leur population, mais ces céréales restent le plus souvent à l'état brut ce qui ne satisfait pas les besoins des consommateurs urbains de plus en plus nombreux : les citadines n'ont plus le temps de passer 6 heures à piler, laver et tamiser les céréales pour préparer le repas traditionnel. Cette vidéo grand public de 20 minutes tournée au Mali en septembre 2008 démontre que les groupements féminins spécialisés dans la transformation de céréales brutes en aliments prêts à l'emploi peuvent répondre à l'évolution des sociétés sahéliennes en proposant des produits alimentaires adaptés aux besoins des consommateurs.



http://www.dailymotion.com/video/x7ded4_les-saheliennes-peuvent-nourrir-le_news

CAPITALISATION

[Cultiver de meilleures villes - Agriculture urbaine et développement durable](#)

Luc J.A. Mougeot, Un focus, Centre de recherches pour le développement international - CRDI, 2006

L'ouvrage examine les recherches que le CRDI et ses partenaires ont entreprises sur des questions entourant l'agriculture urbaine, en s'intéressant en particulier à l'influence que la recherche a exercée sur les politiques. Il y est fait état de l'implantation, en Afrique et en Amérique latine, de réseaux de villes voués à favoriser l'agriculture urbaine et à améliorer le sort des producteurs urbains. Il renferme par ailleurs des recommandations précises pour aider les décideurs à permettre à l'agriculture urbaine de donner sa pleine mesure. Le livre se termine sur une vision de l'avenir, c'est-à-dire une illustration de la façon dont des politiques permettant cela pourraient transformer les villes dans un avenir pas si éloigné.

<http://www.idrc.ca/openebooks/227-9/>

ETUDE /
RAPPORT

[Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone : enjeux, concepts et méthodes](#)

sous la direction de O. Smith, P. Moustier, L. Mougeot et A. Fall, Centre international de recherche agronomique pour le développement – CIRAD / Centre de recherche pour le développement international – CRDI, 2004

L'agriculture urbaine est souvent négligée par les chercheurs comme par les responsables locaux, qui se trouvent démunis face à son caractère dynamique et informel. Sur la base de ce constat cet ouvrage vise à diffuser auprès des chercheurs et des praticiens du développement des méthodes et des outils adaptés aux problèmes de l'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest et du Centre. Caractéristiques, fonctions, impacts et facteurs d'évolution de l'agriculture urbaine sont traités ; le rôle de la planification urbaine est présenté ; des démarches de diagnostic et d'interventions spécifiques sont également proposées pour les filières maraîchères et animales.

<http://www.idrc.ca/openebooks/134-5/>

[Initiative Bretagne pour la promotion des agricultures vivrières en Afrique de l'Ouest](#)

S. Aubert, Conseil régional de Bretagne, Rennes, 2009

Ce rapport illustre la démarche de coopération décentralisée du Conseil régional de Bretagne face à la crise alimentaire de 2008. Le Conseil régional a accompagné une démarche collective entre acteurs bretons et ouest africains en vue d'une contribution à la relance des agricultures vivrières dans les pays affectés par l'insécurité alimentaire. Ce rapport présente les premiers pas de cette démarche et les types d'acteurs bretons qui s'y sont associés ; il analyse les causes de la crise alimentaire ouest-africaine, présente des dispositifs et politiques mis en place sur le terrain par les gouvernements et institutions régionales, et formule des propositions d'actions locales de soutien de l'agriculture vivrière.

http://www.bretagne-solidarite-internationale.org/mediastore/11/7407_1_FR_original.pdf

[Évaluation et analyse des disponibilités alimentaires](#)

Commission européenne - FAO, Programme « Sécurité alimentaire, l'information pour l'action » (cours à distance d'une durée : 1 heure 30, disponible en CD-Rom sur commande gratuite en ligne)

Ce cours présente une introduction des méthodes les plus couramment utilisées pour évaluer les disponibilités alimentaires aux niveaux régional, national et local. Il fournit aussi des exemples et des critères de sélection pour faire un choix approprié d'indicateurs sur la disponibilité des aliments. Une bibliographie y est également proposée.

http://www.foodsec.org/DL/dlcourselist_fr.asp

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Rubrique « Perspectives de récoltes et situation alimentaire » du Système mondial d'information et d'alerte rapide

Cette rubrique met à disposition l'ensemble des publications trimestrielles du SMIAR sur le suivi des récoltes. Après une revue mondiale, la publication fait le point sur les pays en crise ayant besoin d'une aide extérieure, sur la situation mondiale de l'offre et de la demande de céréales et dresse un aperçu général de la situation des disponibilités vivrières dans les Pays à faible revenu et à déficit vivrier.

<http://www.fao.org/giews/french/cpfs/index.htm>

Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD

La commission Agriculture et Alimentation rassemble les ONG membres menant des actions de plaidoyer afin d'influencer les politiques touchant à l'agriculture et au commerce agricole, dans le souci de défendre les populations les plus vulnérables et un développement durable. Une rubrique du site de Coordination Sud est consacrée aux travaux de plaidoyer de cette commission.

<http://www.coordinationsud.org/Agriculture-et-Alimentation>

Ritimo – Dossier Agriculture durable

Le site Ritimo, Réseau d'information et de documentation pour le développement durable et la solidarité internationale consacre un dossier thématique à l'agriculture durable. Bibliographie, outils pédagogiques, sélection d'articles y sont proposés

http://www.ritimo.org/dossiers_thematiques/agriculture/agriculture_intro.html

Site de Agriculteurs français et développement international (AFDI) - rubrique Dossiers et analyses

Le réseau AFDI travaille sur des questions transversales. Ses travaux donnent lieu à des synthèses, des formations sur les thèmes suivants : commercialisation, foncier, négociations agricoles au sein de l'OMC, accords de partenariat économique UE-ACP et conseil à l'exploitation familiale

http://www.afdi-opa.org/fr/dossiers_et_analyses,6,1.html

Agricultures et développement urbain en Afrique de l'Ouest et du Centre

Site dédié à l'atelier 2005 « Agricultures et développement urbain en Afrique de l'Ouest et du Centre » comprenant les informations relatives à l'organisation de cet atelier ainsi que de nombreux documents d'appui, dont un répertoire de compétences sur l'agriculture urbaine et périurbaine.

<http://www.agricultures-urbaines.com/>

Filières, choix stratégiques et acteurs

Produire et renforcer l'agriculture locale : oui, mais quelles filières et quels modes de production privilégier ? Un fort courant défend actuellement l'investissement dans l'agriculture familiale. L'appui aux exploitations familiales présente des atouts en termes d'emploi, de réduction de la pauvreté, d'efficacité économique, de sécurité alimentaire, de préservation de l'environnement et de structuration du milieu rural. Mais ce modèle s'oppose-t-il à l'exploitation agricole plus intensive en capital, l'agrobusiness, modèle prôné jusque là ? Pourtant des complémentarités et des synergies existent.

Par ailleurs, le renforcement de la capacité agricole passe aussi par l'appui à la structuration de certaines filières. L'organisation des acteurs (mouvements paysans ou organisation de producteurs) sont aussi des atouts pour faire émerger une économie agricole et une offre alimentaire locale durable.

Enfin, une attention particulière doit être portée sur certains choix de culture comme les agrocarburants et leur impact sur la sécurité alimentaire.

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Investir dans la petite exploitation agricole – une priorité internationale](#)

Perspectives de la sécurité alimentaire mondiale, FIDA, février 2010

Ce rapport du FIDA souligne la nécessité de s'appuyer sur les petits producteurs pour réduire la pauvreté et la faim et améliorer la sécurité alimentaire mondiale. Il note que la crise financière et économique mondiale de 2008 a eu des répercussions importantes en termes d'accès à la nourriture et a fait sombrer de nombreuses personnes dans la faim et la pauvreté. Elle a aussi été l'occasion pour de nombreux pays de se pencher sur leurs réserves agricoles et leurs méthodes de production et de les modifier. Ce rapport leur donne des orientations pour les inciter à plus tenir compte des petits exploitants dans leurs politiques agricoles.

http://www.ifad.org/pub/factsheet/food/foodsecurity_f.pdf

PLAIDOYER

[Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi ?](#)

Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD – C2A, Paris, Coordination SUD, septembre 2008

Cet argumentaire s'est construit à partir d'une étude bibliographique et d'études de cas. Les première et deuxième parties abordent l'enjeu fondamental que représentent les agricultures familiales et paradoxalement, le manque d'intérêt qui leur a été porté jusqu'à récemment dans le cadre des politiques de développement. Dans une troisième partie, sont exposés les principaux arguments en faveur de la promotion et de la défense des agricultures familiales, indispensables au développement des pays du Sud. Il souligne les atouts en termes d'emploi, de réduction de la pauvreté, d'efficacité économique, de sécurité alimentaire, de préservation de l'environnement et de structuration du milieu rural.

Synthèse du rapport : <http://www.gret.org/ressource/pdf/08805.pdf>

Note de position : <http://www.gret.org/ressource/pdf/09126.pdf>

REVUE /
ARTICLE

Numéro spécial « leaders paysans », Coup de projecteur sur les leaders paysans : témoignages sur leur vécu et leur vision

Grain de Sel, Revue de l'Inter-Réseaux, No. 50, Paris, avril-juin 2010

Ce cinquantième numéro aborde le sujet des représentants d'organisations paysannes ; ces leaders font face à des responsabilités difficiles au service des agricultures familiales. Ils doivent à la fois renforcer leurs organisations, défendre leurs intérêts, trouver des solutions pour mieux nourrir des populations croissantes tout en améliorant la gestion des terroirs, sans oublier de promouvoir les capacités individuelles et collectives des agriculteurs et agricultrices. La parole leur est donnée dans ce numéro spécial de la revue Grain de Sel.

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf_GDS50.pdf

VIDEO

Bel oignon ne connaît pas la crise

Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE - CTA, Jade productions, Inter-Réseaux, 2008, 19 mn

A Mogtédou, au Burkina Faso, les paysans le savent : pour séduire les commerçantes, « Bel Oignon » doit se présenter sur son 31, c'est-à-dire rasé de près et débarrassé de ses pelures disgracieuses. Mais, quand le marché est morose, il faut plus que du charme pour bien se vendre. Un défi que parviennent pourtant à relever les producteurs de Mogtédou, une coopérative rizicole et maraîchère du centre du Burkina Faso.

http://www.inter-reseaux.org/IMG/aviBel_Oignon_fr.avi



REVUE /
ARTICLE

Le développement de la filière pomme de terre en zone sahélienne : des atouts, des contraintes... un défi

B. Vanderhofstadt, B. Jouan, SOS Faim, Dynamiques paysannes N°21, septembre 2009

Au terme de l'année internationale de la pomme de terre (2008), la revue Dynamiques paysannes de SOS Faim s'interroge si, en Afrique de l'Ouest et en particulier dans les pays sahéliens, le développement de la production de cette filière serait effectivement en mesure non seulement d'augmenter les revenus des producteurs mais aussi de favoriser la sécurité alimentaire.

http://www.sosfaim.org/pages_lu/IMG/pdf/SOS-09-Dynamiques21-FR-2.pdf

REVUE /
ARTICLE

Produire à quel prix ? Le cas du soja

C. Hecquet, S. Parmentier, Oxfam Magasins du monde, 2007

En quelques pages, le point de vue d'Oxfam Magasins du monde sur la production et l'utilisation du soja dans le monde. Les répercussions sur les gros pays producteurs d'Amérique latine y sont évoquées.

http://www.csa-be.org/IMG/pdf_Article_soja_semaine_belgo-bresilienne_09-07.pdf

REVUE /
ARTICLE

Mali – Office du Niger : Le mouvement paysan peut-il faire reculer l'agro-business ?

SOS Faim, Dynamiques paysannes N°20, avril 2009

Ce numéro 20 de la revue Dynamiques paysannes de SOS Faim restitue un entretien avec Benoît Dave, chercheur au CECID, le Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (Université Libre de Bruxelles - ULB). Spécialiste des mouvements paysans ouest africains,

principalement au Mali, il apporte un éclairage sur les enjeux actuels de l'Office du Niger, sur les limites du financement public des aménagements et sur le rôle et la vision du Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger (Sexagon) créé en 1996.

http://www.sosfaim.org/pages_lu/IMG/pdf/SOS-09-Dynamiques20-FR.pdf

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Ritimo – Dossier Agrocarburants : Les choix aventureux de l'agrobusiness

Le site Ritimo, Réseau d'information et de documentation pour le développement durable et la solidarité internationale consacre un dossier thématique aux agrocarburants. Bibliographie, outils pédagogiques, sélection d'articles y sont proposés.

http://www.ritimo.org/dossiers_thematiques/agriculture/agriculture_intro.html

Inter-réseaux, développement rural - Pôle conseil à l'exploitation familiale

Outil mis en œuvre en 2005, le **Pôle Conseil à l'exploitation familiale (CEF) est un outil au service d'acteurs du conseil à l'exploitation familiale** : agriculteurs, organisations de producteurs, animateurs, conseillers, opérateurs, ONG, bailleurs de fonds, chercheurs.

<http://www.inter-reseaux.org/groupes-de-travail/pole-conseil-a-l-exploitation/>

Site de la campagne Soja contre la vie

Ce site plaide pour l'arrêt de la production mondiale de soja dans les conditions actuelle et met à disposition un ensemble de ressources sur les enjeux de la production et de la consommation de soja dans le monde.

<http://www.sojacontrelavie.org/>

Zoom sur... les agrocarburants

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Les biocarburants : perspectives, risques et opportunités](#)

FAO, Rome, 2008

En juin 2008, la capacité des biocarburants à contribuer à la sécurité énergétique, à l'atténuation des effets du changement climatique et au développement agricole sont examinés à la FAO par les délégations de 181 pays. Conscients de l'urgence, ils demandent une évaluation des perspectives, des risques et des opportunités. C'est l'objet du rapport de 2008 de la FAO sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Selon ce rapport, les biocarburants ne remplaceront que dans une faible mesure les énergies fossiles au cours des 10 prochaines années, mais leur impact sur l'agriculture et la sécurité alimentaire n'en sera pas moins considérable.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0100f/i0100f.pdf>

REVUE /
ARTICLE

[Nourriture ou biocarburants : Faudra-t-il choisir ?](#)

P. Mathis, Cahiers Agricultures, vol. 18 No. 5, septembre-octobre 2009

Face au développement actuel des biocarburants, l'auteur plaide pour que le principe de précaution s'applique aux sols et à l'agriculture, pour satisfaire prioritairement et durablement les besoins alimentaires. D'autres solutions doivent être recherchées pour des transports moins consommateurs d'énergie.

http://www.john-libbey-eurotext.fr/e-docs/00/04/4E/57/vers_alt/VersionPDF.pdf

REVUE /
ARTICLE

[Les agrocarburants : opportunités et menaces pour les populations du Sud](#)

M. Cailleux, D. Lagandré, et A. Lhomme, Actes journée d'étude Groupe initiatives le 25 juin 2008, Groupe Initiatives, Traverses No. 31, Paris, 2008

La revue No. 31 de Traverses présente la synthèse des interventions d'une journée de débat organisée par le Groupes initiatives. Présentés comme une voie

de limitation des émissions de carbone et de la dépendance énergétique, mais également comme une source d'emplois et de revenus, pour les pays du Sud, les agrocarburants ont connu un engouement dans les politiques publiques sur tous les continents. Des voix s'élèvent cependant pour dénoncer leurs effets en termes d'efficacité environnementale ou de compétition avec les productions alimentaires, ainsi que de conditions de travail difficiles.

http://www.groupe-initiatives.org/IMG/pdf/traverses_31.pdf

REVUE /
ARTICLE

Les agrocarburants : menaces ou opportunités pour les agricultures familiales ?

B. Hermelin, D. Lagandré, Ecologie et politique, No. 38, 2009/06

Réelle opportunité pour les pays du Sud, ou facteur d'aggravation de l'insécurité alimentaire ? C'est à ces questions que l'article tente d'apporter des réponses. Comme pour la plupart des productions de rentes (café, cacao, bananes.), deux grandes filières sont identifiées : les filières industrielles relativement intégrées s'approvisionnant auprès de grandes

plantations et les filières traditionnelles basées sur des unités de productions familiales. Les enjeux sont largement différents dans les deux filières.

<http://www.gret.org/ressource/pdf/08927.pdf>

ETUDE /
RAPPORT

Le plein de faim : l'impact du développement des agrocarburants sur la faim dans le monde

Peuples solidaires - ActionAid, 2010

Ce travail publié par l'ONG Peuples Solidaires en association avec Action Aid étudie l'impact de la culture des agrocarburants sur la qualité et la quantité de nourriture disponible. L'étude estime que si tous les objectifs de production d'agrocarburants pris au niveau international sont atteints, environ 600 millions de personnes supplémentaires souffriraient de la faim.

<http://www.peuples-solidaires.org/?getfile=18>

Accès aux facteurs de production

Parmi les obstacles au développement agricole des pays les moins avancés, le manque d'accès à ou l'insuffisance en quantité ou en qualité des facteurs de production sont des obstacles d'importance.

Le financement de l'agriculture, et surtout de l'agriculture familiale est faiblement développé. Les dispositifs financiers sont peu adaptés aux besoins des petites exploitations et présentent de nombreuses difficultés de mise en oeuvre.

L'accès à des semences de qualité et la préservation de ces semences en période de soudure sont des conditions nécessaires pour que l'exploitation agricole assure sa production. La recherche et l'innovation scientifiques permettent l'élaboration de nouvelles variétés de semences, plus résistantes et plus productives, mais peuvent provoquer l'apparition de nouvelles barrières financières liées aux brevets et aux dispositifs de propriété intellectuelle, encore plus prégnantes dans le cas des semences génétiquement modifiées.

Plus globalement les organismes génétiquement modifiés (OGM) font débat : les promesses de rendement des OGM s'opposent aux détracteurs de la manipulation végétale, du brevetage du vivant et au manque d'appréciation de l'impact sur l'environnement.

Enfin un dernier facteur de production, pas un des moindres, est abordé : le foncier. La terre dans les pays en développement est source de conflits. Les mouvements récents d'accaparement des terres par les Etats ou certaines grandes entreprises privées sont des freins réels à l'émergence d'une agriculture locale source de sécurité alimentaire.

REVUE /
ARTICLE

[Le crédit d'équipement paysan - Kafo Jiginew au Mali](#)

M. Mees, SOS Faim, Zoom microfinance No. 10, 2003

La problématique du crédit d'équipement (moyen et long terme) est une contrainte majeure que rencontrent les paysans pour financer le démarrage ou le développement de leur activité. La revue illustre l'exemple d'une institution de microfinance au Mali (Kafo Jiginew) qui offre des lignes de crédits d'équipement aux paysans. Elle présente une analyse de la situation globale de l'institution avec son réseau et de l'impact socio-économique de l'offre de crédit d'équipement et enfin, tire des enseignements et les défis futurs à relever.

http://lamicrofinance.org/files/14574_file_Zoom10_FR.pdf

REVUE /
ARTICLE

[Microfinance pour l'agriculture : l'expérience de la FONG au Sénégal \(BIM\)](#)

B. Wampfler, Gret et Cirad, BIM, 2008

Cet article présente une expérience très emblématique du rôle des organisations agricoles/rurales en matière de finance rurale, celle de la FONGS (Fédération des ONG du Sénégal). Consciente de l'importance des besoins de financement pour une maîtrise de l'agriculture d'amont en aval par les exploitations familiales et leurs organisations, et de la nécessité d'adapter les services financiers pour l'émergence en milieu rural des activités non agricoles, la Fédération a investi depuis plusieurs années dans i) le développement d'un réseau de structures de financement décentralisé endogène, ii) la construction d'un partenariat actif avec le secteur financier et iii) la contribution à la création d'un environnement macro économique et politique favorable.

<http://www.lamicrofinance.org/content/article/detail/22318>

GUIDE

Organisations professionnelles agricoles et institutions financières rurales : construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture familiale- Un guide opérationnel

Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde - FARM, CERISE, IRC – Montpellier SUPAGRO, 2008.

Ce guide opérationnel, élaboré collectivement, se veut un outil d'appui à la construction du partenariat entre organisations professionnelles agricoles et rurales (OPA) et institutions financières (IF). Il aborde la « révolution culturelle » du financement rural et analyse les besoins et contraintes de financement des producteurs et des OPA. Il propose des pistes pour la création d'un partenariat avec une IF pour satisfaire l'accès des producteurs aux services financiers. Il s'intéresse également aux éléments pour le développement par les IF d'une offre de produits adaptés aux besoins des OPA et de leurs membres et conclue sur les rôles des OPA dans les politiques publiques de financement de l'agriculture.

<http://www.fondation-farm.org/forum-OPA-IF/guideOPA-IF-tot.pdf>

REVUE /
ARTICLE

Quels modes d'interventions pour améliorer la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture

Les bulletins du Mardi, Gret et Cirad, BIM du 20 février au 25 mars 2003

A l'occasion d'un séminaire sur la microfinance et l'agriculture, tenu en 2003 à Dakar, une série de 6 articles fait le point sur le financement de l'agriculture. Le premier présente le thème et la communication présentée par le FENU (Fonds d'Équipement des Nations Unies) ; le second présente les expériences et perspectives de l'Agence française de développement (AFD) ; le troisième expose le point de vue du Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes (MAEE) sur le financement de l'agriculture familiale dans le contexte de libéralisation ; le quatrième bulletin présente le résumé de l'une des communications présentées par le FIDA ; le cinquième bulletin offre quelques éléments de synthèse et recommandations émis à l'issue du séminaire de Dakar et le sixième BIM met en évidence la dimension politique de la question du financement de l'exploitation familiale et la nécessité d'instaurer des partenariats plus étroits entre les différents acteurs concernés par le financement de l'agriculture.

[BIM 1](#) – [BIM 2](#) – [BIM 3](#) – [BIM 4](#) – [BIM 5](#) – [BIM 6](#)

REVUE /
ARTICLE

Quoi de plus difficile que le financement de l'agriculture ? Le financement de l'élevage

FADEL SA Mali, B. Wampfler, BIM, 26 mai 2009

Si la difficulté de financer l'agriculture familiale des pays du Sud a fait couler beaucoup d'encre depuis quelques années, il existe un secteur encore bien plus ignoré par les institutions financières, c'est celui de l'élevage. Pilier des économies sahéliennes, l'élevage se diversifie aujourd'hui fortement : l'élevage transhumant traditionnel reste vivant, l'intégration agriculture – élevage se développe dans de nombreuses régions d'intensification agricole, l'élevage périurbain se consolide autour des métropoles, mais aussi des villes moyennes. D'autres formes d'élevage, moins familial, se développent (*ranching*)... Globalement, malgré ses potentialités économiques évidentes, le secteur de l'élevage « familial » peine à trouver un accès aux services financiers, les institutions financières, qu'elles soient banques ou microfinance jugeant ce secteur encore bien plus risqué que celui de l'agriculture.

<http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/Bim-2009/BIM-09-05-26.pdf>

CAPITALISATION

[L'appui au stockage des récoltes : Une solution pour la sécurité alimentaire dans les zones agricoles difficiles ? L'exemple du Grand Sud de Madagascar](#)

F. Thouillot, J. Maharetse, Coll. Études et travaux en ligne n°25, Gret, Nogent-sur-Marne, juin 2010

Cet ouvrage relate plusieurs enseignements d'une expérience pilote menée au Sud de Madagascar où les populations font face au déficit chronique des denrées et des semences, et où rares sont les ménages qui parviennent à l'autosuffisance alimentaire chaque année. Afin d'éviter de recourir à l'achat de vivres et de semences pendant la période de soudure qui induit une décapitalisation des ménages et l'incapacité à obtenir des semences de bonne qualité au moment opportun, l'ONG Gret a mis en œuvre un projet d'amélioration du stockage des denrées et des semences. Ce document relate les résultats de l'expérience concernant notamment la conservation des semences et la mise en place d'un crédit stockage facilitant le maintien des excédents au niveau local.

<http://www.gret.org/ressource/pdf/09379.pdf>

REVUE /
ARTICLE

[Spécial « Semences »](#)

Inter-Réseaux Développement rural, Bulletin de veille No. 153, Paris, 28 janvier 2010.

Ce bulletin de veille spécial de l'Inter-Réseaux fait un tour d'actualité sur le thème des semences en Afrique subsaharienne et de ses multiples enjeux, à la fois pour l'amélioration de la productivité agricole mais aussi pour la conservation du potentiel de biodiversité. Le sujet est vaste et suscite de nombreux débats. La question des OGM, n'y est pas traitée. Le bulletin aborde notamment les systèmes semenciers en Afrique, les initiatives et innovations paysannes, les réglementations internationales et régionales, les droits de propriétés intellectuelles sur les semences dans le cadre des accords de l'OMC.

<http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/article/bulletin-de-veille-no153-special>

REVUE /
ARTICLE

[Spécial « OGM »](#)

Inter-réseaux Développement rural, Bulletin de veille No. 132, Paris, 18 juillet 2008

Ce bulletin spécial de l'Inter-Réseaux présente une sélection d'articles donnant des portes d'entrées aux différents sujets liés : les OGM et l'agroalimentaire, impact sur l'environnement, propriété intellectuelle et appropriation du vivant, approche et point de vue des pays du Sud.

<http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/bdv132ogm.pdf>

REVUE /
ARTICLE

[OGM : comment ils conquièrent le monde](#)

A. de Ravnigan, Alternatives Internationales, No. 43, Paris, juin 2009

En Europe, les organismes génétiquement modifiés n'ont pas bonne presse. La mobilisation citoyenne et les réticences de l'opinion y ont pratiquement banni ces cultures. Pas dans le reste du monde, où ils ont le vent en poupe. Le magazine Alternatives Internationales consacrent un dossier complet à la place actuelle des OGM dans le monde : Etats-Unis, Espagne, Burkina Faso et Argentine illustrent les différentes approches nationales. Un dernier article confronte les points de vue de militants et chercheurs sur la réalité de notre besoin des OGM pour nourrir la planète.

<http://www.alternatives-internationales.fr/ogm--comment-ils-conquierent-le-mon-fr-art-842-43337.html>

Zoom sur... les accaparements de terres

REVUE /
ARTICLE

[Cessions de terres : Consulter les populations rurales](#)

A la Une, Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE - CTA, Spore No. 142, août 2009

Quelque 20 millions d'hectares de terre, surtout en Afrique, ont été ces derniers mois cédés à des investisseurs. Face à l'ampleur du [phénomène](#), beaucoup appellent à mettre en place des garde-fous pour protéger les intérêts des populations. C'est l'objet de cet article de la revue Spore du CTA http://spore.cta.int/index.php?option=com_content&task=view&lang=fr&id=932&catid=10

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Acquisitions et locations de terres à grande échelle : ensemble de principes minimaux et de mesures pour relever le défi au regard des droits de l'homme](#)

Olivier De Schutter, décembre 2009

Olivier de Schutter, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, analyse la tendance des acquisitions et locations de terres à grande échelle qui s'est accélérée après la crise mondiale des prix alimentaires de 2008. Il fait le point de l'effet que peut avoir cette situation sur le droit à une alimentation suffisante. Il propose un ensemble de mesures et de principes fondamentaux à

l'intention des États hôtes et des investisseurs. Leur but principal est que les négociations respectent un certain nombre de conditions, notamment en ce qui concerne la participation éclairée des populations locales.

http://www.srfood.org/images/stories/pdf/official_reports/20100305_a-hrc-13-33-add2_land-principles_fr.pdf

VIDEO

[Les champs de la mort, "killing fields, the battle of feed factory farms"](#)

Amis de la Terre Paraguay (Sobrevivencia) et la Via Campesina

Ce film montre la réalité de l'accaparement des terres agricoles des communautés paysannes, en majorité guarani, au profit de grands propriétaires terriens utilisant et défrichant les terres pour y cultiver du soja transgénique, Roundup Ready de Monsanto en majorité. Ce film montre aussi les pratiques des propriétaires terriens se livrant à une "guerre chimique" à coup de fumigations de pesticides contre les populations indigènes pour les chasser de leurs terres...



http://www.dailymotion.com/video/xbrtwc_les-champs-de-la-mort_news

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Pole microfinancement

Un ensemble de bulletins et articles sur la microfinance avec notamment des travaux sur le financement de l'agriculture.

<http://microfinancement.cirad.fr/>

Fondation FARM – rubrique microfinance

La fondation met à disposition un ensemble de ressources (comptes rendu, actes, articles, rapports, études...) sur le financement de l'agriculture de pays en développement.

http://www.fondation-farm.org/spip.php?page=article&id_article=370#sommaire_4

Inf'OGM

Ce site de l'association offre une veille citoyenne sur les OGM, dossiers, actions et bulletin en ligne. Il propose un dossier très complet intitulé "OGM : des pistes pour comprendre".

<http://www.infogm.org/lesogmendebat/sommaire.html>

Ritimo – Dossier OGM

Le site Ritimo, Réseau d'information et de documentation pour le développement durable et la solidarité internationale consacre un dossier thématique aux OGM. Bibliographie, outils pédagogiques, sélection d'articles y sont proposés.

http://www.ritimo.org/dossiers_thematiques/OGM/ogm_outils.html

DPH (dialogues, propositions, histoires pour une citoyenneté mondiale) – dossier sur l'accès à la terre

Le site de Peuples solidaires consacre un dossier sur l'accès à la terre dans le contexte de crise alimentaire, écologique, économique et financière mondiale.

<http://base.d-p-h.info/fr/dossiers/dossier-1664.html>

Portail Foncier développement

Le portail « Foncier et développement » est un point d'accès privilégié pour les opérateurs, techniciens, élus, décideurs ou chercheurs - qui cherchent à s'informer sur la thématique du foncier et de la gestion des ressources renouvelables.

<http://www.foncier-developpement.org/>

Marchés, échanges et commercialisation

La commercialisation des biens alimentaires jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire des pays en développement. Les dispositifs de marchés, leurs infrastructures, les réseaux et dispositifs de transports, la dynamique des échanges, les prix, les échanges transfrontaliers et les pratiques commerciales concourent à répartir équitablement ou non les disponibilités sur l'ensemble du territoire.

Au sein des pays les moins avancés, les paysans rencontrent des difficultés pour vendre leurs produits agricoles et en tirer un revenu du fait d'un manque de débouchés, de prix peu élevés et volatils, et de rapports de force défavorables... ils doivent alors s'organiser et développer des initiatives pour améliorer les conditions de mise en marché, de négociation, de transaction.

A l'échelle de l'Afrique de l'ouest, la mise en œuvre d'un marché commun agricole pourrait contribuer à la sécurité alimentaire de la région. Si les facteurs politiques, juridiques, législatifs, réglementaires favorables au commerce régional tarde à se développer, les échanges transfrontaliers locaux sont eux nombreux et montrent le dynamisme du commerce régional.

ETUDE /
RAPPORT

[Bilan des connaissances sur le commerce et les marchés impliqués dans la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest](#)

N. Terpend, Fews Net, Programme Alimentaire Mondial-PAM, Rome, décembre 2005

Cette étude a pour objectif d'améliorer les connaissances sur les marchés et les flux transfrontaliers des produits agricoles et d'élevage en Afrique de l'Ouest afin de consolider les analyses sur la sécurité alimentaire de la région. Sont visées tout particulièrement les informations manquantes sur la capacité des marchés à atténuer les effets des chocs externes et leurs conséquences sur les moyens d'existence des populations.

http://mistowa.org/files/corpao1_2006/WFPVF_Rapport_bilan_des_connaissances_marches.pdf

ETUDE /
RAPPORT

[Améliorer le fonctionnement des marchés agricoles de l'Afrique de l'Ouest](#)

B. Faivre-Dupaigre, P. Alary, R. Blein, B. Soulé, Fondation pour l'agriculture et la ruralité – FARM, Paris, 2008

Cette étude traite des marchés agricoles en Afrique de l'Ouest. Elle identifie les obstacles aux échanges et formule des propositions pour améliorer le fonctionnement du commerce agricole. La question est la suivante : comment améliorer les échanges de biens agricoles au sein des pays de la CEDEAO et entre celle-ci et l'Union Européenne, pour que l'intégration régionale profite durablement aux agriculteurs africains et à l'économie dans sa globalité ?

http://www.fondation-farm.org/IMG/pdf/etudemarches_rapport.pdf

ETUDE /
RAPPORT

[Accès au marché et commercialisation de produits agricoles : Valorisation d'initiatives de producteurs](#)

Collectif présenté par A. Lothoré, P. Delmas, Inter-Réseaux Développement rural, Paris, 2009

En Afrique Subsaharienne, les paysans rencontrent des difficultés pour vendre leurs produits agricoles et en tirer un revenu : manque de débouchés, prix peu élevés et volatils, rapports de force défavorables... Pour autant, des paysans et leurs organisations paysannes s'organisent et

développent des initiatives riches et variées pour améliorer les conditions de mise en marché, de négociation, de transaction, et ainsi mieux vivre de leurs activités. Un Groupe de travail animé par Inter-réseaux est reparti de ces initiatives concrètes pour construire une réflexion collective. Ce document présente la démarche et ses résultats.

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf_version_complet.pdf

ETUDE /
RAPPORT

Sécurité alimentaire et échanges transfrontaliers dans la zone de Kano-Katsina-Maradi (K²M)

CILSS, CSAO, Fews Net, OCHA, PAM, Resimao (Réseau des systèmes d'information des marchés en Afrique de l'Ouest), Unicef, Rapport de mission, CSAO (Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest), Frontières et intégrations en Afrique de l'Ouest

Ce rapport relate les résultats et travaux d'une mission multipartenaires (7 institutions) qui s'est tenue suite à la crise alimentaire de 2005 au Niger. La zone visitée, nommée K²M (Kano, Katsina, Maradi) est constituée des États nigériens de Kano et Katsina, ainsi que du département nigérien de Maradi. Les échanges commerciaux y sont intenses, qu'il s'agisse des produits agricoles, notamment le bétail du Niger et des céréales. Porteur d'une analyse à la fois structurelle et conjoncturelle des échanges de produits de l'élevage et de céréales et de leur impact sur la sécurité alimentaire, ce rapport a pour ambition d'accompagner un certain nombre d'initiatives que pourraient prendre les gouvernements du Niger et du Nigeria appuyés par leurs partenaires. Il contient des propositions susceptibles d'alimenter un processus de coopération transfrontalière entre les deux pays.

<http://www.oecd.org/dataoecd/0/48/38490626.pdf>

ETUDE /
RAPPORT

Etude régionale sur les contextes de la commercialisation du bétail/accès aux marchés et défis d'amélioration des conditions de vie des communautés pastorales

B. Guibert et al, SNV (Organisation Néerlandaise de Développement), IRAM, 2009

En visant l'amélioration de la compréhension de la SNV Afrique de l'Ouest et du Centre (SNV/AOC), l'étude présente les facteurs macro régionaux, politiques, juridiques, législatifs, réglementaires et socio-économiques, qui gouvernent la commercialisation du bétail à travers l'accès aux marchés en Afrique de l'Ouest et Centrale, ainsi que leurs implications sur les conditions de vie au sein des communautés pastorales. L'étude dresse les enjeux afin de déboucher sur des propositions d'actions et d'initiatives possibles de la SNV/AOC avec comme but final l'émergence d'un marché régional plus favorable aux communautés pastorales.

http://www.reca-niger.org/IMG/pdf/Rapport_Commercialisation_betail_IRAM_SNV_2009.pdf

REVUE /
ARTICLE

L'appui à la commercialisation en milieu rural

L'Actualité des services aux entreprises (BDS), n°9, Ministère des Affaires étrangères et européennes - MAEE, Gret, Paris, juillet 2005

Le neuvième numéro de la revue BDS, s'intéresse au monde rural et plus particulièrement aux services d'appui aux entreprises qui permettent aux petites entreprises rurales d'accéder aux marchés. En effet, face à des filières de commercialisation complexes, il est primordial pour les petits producteurs ruraux d'être sensibilisés à des problématiques auxquelles ils ne sont pas préparés. Trouver des débouchés à ces produits, répondre à l'attente des consommateurs, éviter la dépendance face aux grossistes ou encore améliorer la qualité des produits sont des problèmes qui se posent aux petits producteurs. Les différents textes décrivent comment développer et adapter des services d'appui à la commercialisation des produits agricoles.

<http://www.gret.org/ressource/pdf/07368.pdf>

GUIDE

[Guide d'amélioration de la commercialisation](#)

AFDI (Agriculteurs français et développement international), Programme d'appui au développement rural (SAHA), Réseau SOA, CITE (Centre d'information technique et économique), 2009

Ce guide élaboré par l'AFDI, le CITE, le programme SAHA et le réseau SOA, organisations malgaches, présente une capitalisation des démarches suivies par des organisations paysannes (OP) pour mettre en place des services de commercialisation à Madagascar. Il s'adresse à destination des techniciens des OP en charge du sujet.

[http://www.afdi-
opa.org/fr/images/uploaded/admin0509/Dossiers%20et%20analyses/original%20Guidebook%20FR%
20avec%20couv%20%28light%29.pdf](http://www.afdi-opa.org/fr/images/uploaded/admin0509/Dossiers%20et%20analyses/original%20Guidebook%20FR%20avec%20couv%20%28light%29.pdf)

GUIDE

[Guides sur les marchés](#)

Fews Net, 2008 à 2009

Afin d'appuyer la compréhension du rôle des marchés dans la prévention et le suivi de l'insécurité alimentaire, le système Fews Net a élaboré 5 petits guides et un glossaire permettant d'appréhender les différents concepts et outils qui président à l'élaboration de son système d'alerte précoce : les prix, l'inflation, la structure et le comportement du marché, la cartographie des échanges, les termes de l'échange sont abordés.

<http://www.fews.net/Pages/markettrade.aspx?loc=3&l=fr>

AUTO-
FORMATION

[Évaluation et analyse des marchés](#)

Commission européenne - FAO, Programme « Sécurité alimentaire, l'information pour l'action » (cours à distance d'une durée : 2 heures, disponible en CD-Rom sur commande gratuite en ligne)

Ce cours explique comment fonctionnent les marchés et comment ils peuvent affecter la sécurité alimentaire et les ménages les plus vulnérables. Il décrit les différentes composantes des marchés et leur fonctionnement, et présente les méthodes et les indicateurs d'évaluation des marchés qui contribuent à enrichir l'analyse de la sécurité alimentaire.

http://www.foodsec.org/DL/dlcourselist_fr.asp

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Inter-Réseaux - Groupe de travail sur la commercialisation des produits agricoles

Inter-réseaux Développement rural anime un groupe de travail sur la commercialisation et a développé une rubrique sur le site d'Inter-Réseaux où les échanges et débats sont publiés et les analyses de pratiques et valorisation d'expériences d'acteurs du développement rural diffusées.

<http://www.inter-reseaux.org/groupe-de-travail/commercialisation-de-produits/>

Inter-Réseaux – Dispositifs d'information sur les marchés et filières

En Afrique, ces dernières années, les systèmes d'information sur les marchés et observatoires filières se sont multipliés sous l'initiative de bailleurs et/ou d'OP. Pour accompagner ces démarches, Inter-réseaux a créé un espace spécifique rassemblant et organisant l'information de ce domaine.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/dispositifs-d-information-sur-les/>

Fews Net – Espace marché et commerce

L'espace marché et commerce du site de Fews Net restitue un ensemble d'information sur les prix, les flux commerciaux, et des rapports et revues sur différents pays à risque de crises alimentaires

<http://www.fews.net/Pages/markettrade.aspx?loc=3&l=fr>

Resimao - réseau des systèmes d'information de marché de l'Afrique de l'ouest

Le service en ligne du RESIMAO offre un accès des informations à jour et précises sur 400 produits de marchés agricoles urbains et ruraux basées sur un réseau de systèmes d'information du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Niger, du Mali, du Sénégal, du Togo et du Nigeria. Le réseau surveille le développement du secteur agricole à travers la collecte et la publication de données s'appuyant sur des statistiques et des rapports d'analyses.

<http://www.resimao.org>

Aide alimentaire

L'aide alimentaire est une des formes d'aide les plus anciennes, mais aussi une des plus controversées. Depuis une dizaine d'années, les politiques d'un bon nombre de donateurs ont évolué sous l'influence des effets négatifs de certaines formes d'aide alimentaire, des réformes de leurs politiques agricoles et commerciales et de l'émergence de meilleures pratiques. Les réformes engagées ont conduit à une diminution des surplus de production, écoulés sous forme d'aide alimentaire en nature. Cette pratique, longtemps dénoncée, a fait l'objet de nombreuses études et publications.

Mais en dehors de ces évolutions, des divergences subsistent sur les finalités de l'aide alimentaire et les contextes d'intervention. L'aide alimentaire doit-elle être uniquement orientée vers les urgences humanitaires ? Faut-il privilégier l'aide en nature, les transferts monétaires ou les bons d'alimentation ? Quel encadrement de l'aide alimentaire au niveau international ?

De surcroît, plusieurs publications mettent en lumière les nouveaux enjeux de sécurité alimentaire, en particulier avec l'émergence de nouveaux acteurs et la complexification du processus de crise alimentaire. D'où l'importance de revisiter les politiques et les pratiques des pays donateurs comme en témoignent les processus en cours au niveau français, européen et ouest-africain.

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[L'aide alimentaire pour la sécurité alimentaire ?](#)

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, Agriculture No. 31, FAO, Rome, 2006

Ce rapport examine les questions, parfois controversées, liées à l'aide alimentaire et tente de déterminer dans quelles conditions elle peut contribuer à renforcer la sécurité alimentaire. De l'aide fournie au titre d'accords bilatéraux et vendue sur les marchés locaux vers de l'aide distribuée directement dans le cadre d'opérations d'urgence, les principales évolutions au cours de quinze dernières années sont clairement expliquées. On y trouve également un aperçu du débat sur la forme de l'aide alimentaire : transferts monétaires versus transferts alimentaires. L'aide alimentaire représente-t-elle le meilleur dispositif face à l'insécurité alimentaire ? Les résultats mitigés montrent la complexité de ces effets économiques sur de multiples facteurs (prix, quantité). Cependant, cet outil reste indispensable pour des situations d'urgence, puisqu'il permet une réponse rapide et ciblée.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0800f/a0800f.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Transferts monétaires et aide alimentaire – un premier inventaire](#)

Ugo Gentilini, Document hors série No. 18, Programme Alimentaire Mondial - PAM, Rome, 2007

Cette étude tente d'éclairer le débat politique concernant les stratégies visant à lutter contre l'insécurité alimentaire : transferts monétaires versus transferts alimentaires. Quels sont les facteurs qui amènent les opérateurs à choisir le type de transferts (partie 3) ? Le message clé de l'étude est principalement la nécessité d'adapter chaque stratégie au contexte national. Des recommandations sont formulées, elles s'orientent en faveur d'un arbitrage entre transferts monétaires et alimentaires.

http://www.wfp.org/sites/default/files/OP_18_French_0.pdf

REVUE /
ARTICLE

[Aide alimentaire : prévenir l'urgence](#)

Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE - CTA, Dossier dans la Revue Spore No. 147, juin-juillet 2010

Cet article à la une du magazine Spore, montre l'évolution de l'aide alimentaire. Une nouvelle approche vise à diversifier les formes d'aide permettant le développement de dispositifs de production dans les pays bénéficiaires. Ceci limite les effets potentiellement dissuasifs de l'aide (chute des prix agricoles, dépendance). Ces nouvelles orientations sont au cœur des débats sur la révision de la Charte de l'aide alimentaire du Comité Inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et sur la renégociation de la Convention relative à l'aide alimentaire (CAA). Le terme « aide alimentaire » serait remplacé par le concept « d'assistance alimentaire » permettant d'augmenter les possibilités d'actions : transferts alimentaires, monétaires, développement d'activités locales.

<http://spore.cta.int/images/stories/pdf/SF147-web.pdf>

ETUDE /
RAPPORT

[Evaluation de l'aide alimentaire française programmée](#)

D. Michiels, V. Alby-Flores, A. Wagner, Ministère des affaires Etrangères et Européennes français - MAEE, Collection Evaluation, No. 104, Paris, 2008

Cette étude, commanditée par la Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement (DGCID), s'intéresse au dispositif français d'aide alimentaire, et a été programmée suite à une réforme initiée en 2005. L'évaluation de la mise en œuvre des nouvelles orientations stratégiques, au travers de 3 études de cas (Burkina Faso, Soudan et Haïti), conclut à un bilan satisfaisant des mesures prises. Cependant, les enjeux internationaux, les évolutions des pratiques des donateurs et les réformes de la coopération française, rendent nécessaire une adaptation de l'aide alimentaire au nouveau contexte. Les auteurs soulignent la nécessité de reconsidérer son rôle et sa place dans la politique de coopération de la France. Elle doit ainsi s'insérer dans un ensemble d'interventions favorisant la sortie de crise et les dynamiques de développement de plus long terme.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Evaluation_104.pdf

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Cadre stratégique de l'Union Européenne en matière d'assistance alimentaire](#)

Communication de la Commission Européenne, mars 2010

Cette communication présente le nouveau cadre pour l'action humanitaire de l'Union Européenne. Cette réorientation repose sur la prise en compte des nouvelles approches dans la compréhension et la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les situations d'urgence et de post-urgence : on s'éloigne d'un recours à l'aide alimentaire en nature pour s'orienter vers la prise en compte d'un ensemble plus large d'outils d'assistance humanitaire (bons d'achat, transferts en argent, autres produits de base, compétences et connaissances, etc.).

http://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/Food_Assistance_Comm_fr.pdf

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[L'aide alimentaire dans le contexte des marchés internationaux et nationaux et du Cycle de Doha](#)

Document technique sur les politiques commerciales relatives aux négociations de l'OMC sur l'agriculture, No. 8, FAO, Rome

Ce document présente des éléments d'analyse sur les questions liées à l'aide alimentaire dans le cadre des négociations sur l'Accord agricole de l'OMC. Que faut-il entendre par aide alimentaire et quel est son rôle ? Existe-t-il un « consensus » quant à l'impact de l'aide alimentaire sur les marchés

nationaux ? Comment gérer les questions liées à l'aide alimentaire dans le contexte des négociations commerciales multilatérales ? Autant de questions auxquelles tente de répondre ce document préparé par la FAO pour alimenter les débats sur l'encadrement de l'aide au niveau international.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j5072f/j5072f00.pdf>

PLAIDOYER

[Aide alimentaire ou dumping dissimulé ?](#)

Document d'information No. 71, Résumé, Oxfam International, mars 2005

Dans le contexte de la négociation du cycle de Doha, Oxfam publie un document d'information dénonçant l'aide alimentaire liée au découlement des surplus de production des pays donateurs. Le document plaide pour l'adoption d'une réglementation des plus strictes afin d'éviter tout abus en cas de recours à l'aide alimentaire.

<http://www.oxfam.org/fr/policy/aide-alimentaire-ou-dumping-dissimule>

ETUDE /
RAPPORT

[Impact des mesures de soutien à l'exportation et de l'aide alimentaire sur la sécurité alimentaire](#)

Gret, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement – CIRAD, Direction Générale de l'Agriculture de la Commission Européenne – DG AGRI, octobre 2006

De nombreux pays, essentiellement développés, utilisent des mesures pour soutenir leurs exportations agricoles. Il s'agit par exemple de subventions directes (Union européenne), de crédits et garanties de crédits à l'exportation (Etats-Unis), d'entreprises commerciales d'Etat (Canada, Australie), de monopoles privés (Nouvelle Zélande). Dans certains cas, l'aide alimentaire, par exemple en provenance des Etats-Unis et du Japon, est un moyen d'écouler des excédents d'offre sur les marchés domestiques. Ces mesures de soutien ont-elles un impact sur les prix internationaux ? Ont-elles un impact sur la sécurité alimentaire des populations des pays en développement qui reçoivent les exportations ou l'aide alimentaire ? Cette étude vise à apporter des réponses à ces questions, via une analyse macro-économique des marchés mondiaux, et des études de cas dans 8 pays.

http://ec.europa.eu/agriculture/eval/reports/food_security/full_text_fr.pdf

ETUDE /
RAPPORT

[Bilan de l'application de la Charte de l'aide alimentaire entre 2001 et 2006](#)

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest-OCDE, février 2008

Cette évaluation vise à mettre en évidence les tendances dans le respect des engagements de la Charte sur la période couvrant de 2001 à 2006, à partir des études de cas du Mali, du Tchad, du Niger et de la Mauritanie. Cette démarche, complétée par une analyse rétrospective des évaluations précédentes, permet de formuler un bilan global de l'application de la Charte dans une perspective de révision de son contenu afin de l'adapter au contexte d'insécurité alimentaire et aux modes d'octroi et de gestion de l'aide alimentaire.

<http://www.oecd.org/dataoecd/23/11/41281303.pdf>

[Nouveaux contextes et enjeux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Document préparatoire à l'actualisation de la Charte de l'aide alimentaire](#)
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest-OCDE, 2008

Le paysage de la sécurité alimentaire au Sahel a rapidement évolué. L'émergence de nouveaux acteurs (société civile, pays donateurs), la complexification du processus de crise alimentaire et l'évolution des débats y ont contribué. Cet environnement en pleine mutation remet en cause la pertinence de la Charte de l'Aide Alimentaire. Dans ce contexte, l'OCDE et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, ont préparé ce document dans la perspective de la révision de la Charte.
<http://www.oecd.org/dataoecd/23/10/41281211.pdf>

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Réseau de Prévention des Crises Alimentaires - RPCA

Ce Réseau a été créé en 1985, à l'initiative de plusieurs donateurs membres du Club du Sahel.

Un des chantiers les plus importants du RPCA concerne la Charte de l'Aide Alimentaire. Sur son site internet, on retrouve une mise en contexte de la Charte et des éléments d'analyse sur la révision en cours.
<http://www.food-security.net/Charte-de-l-aide-alimentaire.php>

Ce site contient également de nombreuses ressources documentaires sur des questions liées à l'aide alimentaire et la sécurité alimentaire : <http://www.food-security.net/ressources.php>

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest - CSAO/OCDE

La page Web donne accès, dans l'onglet pôle de travail, aux actualités sur les travaux effectués autour de la Charte de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires.

http://www.oecd.org/pages/0,3417,fr_38233741_38246823_1_1_1_1,00.html

Comité de l'Aide Alimentaire

Ce site présente des informations sur la Convention relative à l'Aide Alimentaire. On peut également trouver des informations sur le comité de l'aide alimentaire, notamment le planning.

<http://www.foodaidconvention.org/fr/default.aspx>

Programme Alimentaire Mondiale – PAM

Ce lien mène directement sur le site du programme alimentaire mondial. Il permet l'accès à 4 onglets qui présente les actions du PAM et l'actualité mondiale autour de l'aide alimentaire.

<http://fr.wfp.org/>

Direction Générale de l'aide humanitaire (ECHO) de la Commission Européenne

Ce lien donne accès à un portail d'informations sur l'aide alimentaire de la commission Européenne. Après une courte présentation de l'ECHO, les différents onglets donnent des précisions sur les stratégies mises en place et leurs évaluations, le financement de l'aide, les nouveaux événements dans le domaine.

http://ec.europa.eu/echo/index_fr.htm

Ministère des Affaires Etrangères et Européennes français – MAEE

Aide alimentaire bilatérale de la France

Une page synthétique présente les différents objectifs et méthodes utilisées pour la distribution de l'aide alimentaire bilatérale de la France.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/securite-alimentaire_20038/index.html

Accéder aux aliments

« Tout projet pour éliminer la faim dans le monde moderne implique, en premier lieu, de comprendre les causes du phénomène et de ne pas simplement le réduire à un mécanisme d'équilibre entre nourriture et population. L'analyse de la faim doit partir des libertés substantielles dont disposent les personnes et les familles pour s'approprier des ressources suffisantes de nourriture [...]. Il n'est pas rare que des individus soient réduits à la famine alors que les ressources abondent autour d'eux, tout simplement parce qu'ils ne peuvent plus les acheter, suite à une perte de revenus »

Amartya Sen, Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté. Odile Jacob, 2000, p. 216

Pauvreté et moyens d'existence

Des disponibilités alimentaires suffisantes aux niveaux local, national et/ou international ne garantissent pas la sécurité alimentaire des ménages. Un accès insuffisant aux aliments présente aussi un risque d'insécurité alimentaire. La pauvreté est l'une des causes principales de ce manque d'accès. En effet, seul un revenu stable peut garantir l'accès à la nourriture par les ménages. De même, l'absence d'un bon état nutritionnel est l'une des causes sous-jacentes de la pauvreté. La pauvreté « *comprend différentes dimensions liées à l'incapacité de satisfaire des besoins humains tels que consommer et assurer sa sécurité alimentaire, être en bonne santé, pouvoir apprendre, pouvoir faire valoir ses droits et entendre sa voix, vivre en sécurité et dans la dignité, et exercer un travail décent.* »

C'est pourquoi les objectifs de lutte contre la pauvreté, tels que stipulés dans l'Objectif du millénaire n°1, participent de la sécurité alimentaire des ménages. On note donc ces dernières années l'apparition de nombreux cadres politiques et stratégiques liant lutte contre la pauvreté et sécurité alimentaire.

Parmi les moyens de lutte contre la pauvreté pour favoriser la sécurité alimentaire, la protection sociale, les filets sociaux de sécurité ou bien les transferts sociaux sont des instruments de plus en plus explorés et documentés.

Afin de mieux comprendre les modes de vie des ménages et la manière dont ils sécurisent leur alimentation, une approche se basant sur l'analyse de l'économie alimentaire des ménages permet d'apporter de nombreux indices sur la relation entre pauvreté et sécurité alimentaire, en identifiant les moyens d'existence des ménages.

FICHE
TECHNIQUE

[Lier lutte contre la pauvreté et sécurité alimentaire](#)

Extrait du dossier Sahel 21 : le refus de la misère, le choix d'une sécurité alimentaire durable, 2002.

La lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et le développement durable constituent désormais trois approches transversales des enjeux de développement. Chacune fait une large place à l'amélioration des conditions de vie des populations et fait l'objet d'une stratégie spécifique. Ces approches sont pourtant étroitement liées et imposent une bonne synergie pour déboucher sur une amélioration durable des principales composantes de développement humain. Ici, objectifs de croissance économique, lutte contre la pauvreté, gestion des ressources naturelles sont présentés comme des éléments nécessaires à l'obtention de la sécurité alimentaire.

<http://www.food-security.net//medias/File/ficheb2.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Contexte global d'intervention de la stratégie et du programme régional de sécurité alimentaire](#)

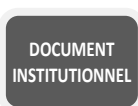
Chapitre 2 d'analyse du contexte, « Sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel. Stratégie opérationnelle régionale 2003-2015, Programme Quinquennal 2003-2007 », CILSS, 2002.

Issu d'une démarche négociée, le Cadre stratégique régional constitue un référentiel d'orientation et de coordination des interventions pour tous ceux qui sont impliqués dans la

recherche de la sécurité alimentaire dans le Sahel : les Etats, les sociétés civiles sahéniennes, les organisations internationales gouvernementales (OIG) et les partenaires extérieurs. Il est donc complémentaire aux stratégies nationales, cherchant à assurer leur convergence face aux grands enjeux actuels et à plus long terme de la sécurité alimentaire dans la sous région. Ce document présente la stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire de la sous région et son premier programme de mise en œuvre sur 4 ans. Il tente de traduire le Cadre stratégique de sécurité alimentaire (CSSA) en propositions d'intervention concrètes, en mesure d'organiser les actions et les activités prioritaires pertinentes relevant de la responsabilité des OIG régionales et sous-régionales.

[http://www.food-](http://www.food-security.net//medias/File/2002_SA_durable_strategie_operationnelle_SOSAR.pdf)

[security.net//medias/File/2002_SA_durable_strategie_operationnelle_SOSAR.pdf](http://www.food-security.net//medias/File/2002_SA_durable_strategie_operationnelle_SOSAR.pdf)



[Le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté : quel bilan des expériences dans les pays en développement ?](#)

E. Lavallée, A. Olivier, L. Pasquier-Doumer, A.-S. Robilliard, Document de travail, DIAL, Mars 2009.

Dans un contexte de ressources budgétaires limitées et suite au constat que la croissance et l'aide publique au développement ne bénéficiaient pas forcément aux pauvres, la communauté internationale a eu recours à des outils spécifiques permettant d'atteindre en priorité les pauvres. Le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté est l'un de ces outils. Cet article vise à dresser un bilan des expériences de ciblage menées dans les pays en développement. Il cherche pour cela à dégager les facteurs de réussite ou d'échec de ces expériences et fait le point sur les questions qui font toujours débat.

http://www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/Doc_travail/2009-03.pdf



[La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2005. Commerce agricole et pauvreté : le commerce peut-il être au service des pauvres ?](#)

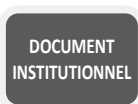
FAO, Rome, 2005

Ce rapport analyse les interconnexions entre agriculture, échanges, pauvreté et sécurité alimentaire. Ce document examine les incidences des échanges agricoles sur les pauvres et leurs ripostes face aux changements d'orientations en matière d'échanges. Le rapport esquisse un dispositif jumelé d'investissements sociaux associé à la mise en place d'un filet de sécurité sociale qui permettraient aux pauvres de tirer parti des échanges.

ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/a0050f/a0050f_full.pdf

Une fiche de synthèse du rapport est également disponible :

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/a0050f/a0161f.pdf>



[Elevage, sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté](#)

Chapitre 3, « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2009 », FAO, Rome, 2009

Ce chapitre du rapport FAO analyse le rôle de l'élevage sous l'angle de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des hommes et des femmes qui vivent dans la pauvreté. Il traite également du potentiel de ce secteur à devenir un moteur de la croissance, à faire reculer la pauvreté et à promouvoir la sécurité alimentaire à long terme pour les personnes les plus vulnérables. Il détaille les conditions nécessaires pour que les petits exploitants puissent s'appuyer sur l'élevage pour s'extraire de la pauvreté. Les politiques visant ce secteur doivent

prendre en compte les disparités entre les producteurs en termes de capacité à intégrer des filières industrialisées modernes, capacité qui est souvent déterminée par les questions de parité entre les sexes et autres facteurs socioculturels ; elles doivent aussi reconnaître la fonction cruciale que remplit l'élevage pour de nombreux petits agriculteurs en tant que filet de sécurité.

<http://www.fao.org/docrep/012/i0680f/i0680f03.pdf>



Les saisons de la faim. Lutter contre les famines cycliques chez les populations rurales pauvres

S. Devereux, B. Vaitla, S. Howenstein, « Hunger watch », Action contre la Faim - ACF, Institute of Development studies – IDS

Chaque année, des millions de pauvres souffrent de la faim saisonnière. La saisonnalité est l'une des dimensions de la pauvreté et de la faim rurales les moins connues ; elle reste donc largement négligée. Pourtant, elle est une source majeure de vulnérabilité. Cet ouvrage accessible gratuitement en ligne analyse la faim saisonnière dans trois pays – Inde, Malawi et Niger – à travers des histoires personnelles et des données nationales montrant l'ampleur du problème. Il apporte une perspective et des propositions d'actions nouvelles à la fois dans leur étendue et leurs objectifs. Il montre à quel point la saisonnalité est centrale dans la création et l'aggravation des privations alimentaires. Il montre que la faim engendre la famine et que la famine ne peut être stoppée que si la faim saisonnière l'est.

http://www.actioncontrelafaim.org/fileadmin/contribution/8_publications/pdf/G5_Les_saisons_de_la_faim_garamond.pdf



Le marché pour les pauvres : une nouvelle méthodologie pour l'intégration des pauvres aux systèmes de marché

Département Technique Sécurité Alimentaire, Réseau International Action contre la Faim, juillet 2008

Cet ouvrage capitalise l'expérience d'ACF Espagne acquise lors de la conduite de certains projets en Arménie et en Azerbaïdjan. A cette occasion ACF a élargi son approche de renforcement de la sécurité alimentaire classiquement tournée vers la lutte contre la malnutrition pour aborder l'insécurité économique des ménages, insistant ainsi sur le besoin de prendre en compte un contexte plus large de l'insécurité alimentaire tenant compte de l'insécurité économique et du lien avec la pauvreté, du développement communautaire et des politiques institutionnelles. Cet ouvrage montre que l'importance d'accéder aux revenus, à l'emploi et plus largement aux marchés, ainsi que l'amélioration et la consolidation des relations entre les acteurs du marché, soit dans les zones rurales ou urbaines, est un aspect primordial pour obtenir une sécurité alimentaire durable.

http://www.actioncontrelafaim.org/fileadmin/contribution/8_publications/pdf/Ouvrages_et_fascicules_techniques/Secu_alimentaire/ACF_LE_MARCHE_POUR_LES_PAUVRES.pdf



Evaluation et analyse des moyens d'existence, Cours de formation à distance,

Programme Commission européenne - FAO « Sécurité Alimentaire : l'information pour l'action » (CD-rom disponible gratuitement sur commande par internet et en ligne)

Le Programme de la FAO et de la Commission européenne sur la « [Sécurité alimentaire](#) :

[l'information pour l'action](#) » propose un accès gratuit à des formations à distance ou des cours en anglais ou français sur différents sous-thématiques de la sécurité alimentaire. Le cours ci-dessus fournit une introduction au concept et aux éléments du cadre des moyens d'existence. Il donne aussi des conseils sur comment évaluer les moyens d'existence et choisir et interpréter des indicateurs dans différents contextes de sécurité alimentaire.

http://www.foodsec.org/DL/dlcourselist_fr.asp

Zoom sur... L'approche de la sécurité alimentaire par l'économie des ménages

GUIDE

[Analyse de l'économie des ménages : l'approche HEA](#)

H. Berton, SCF UK-Niger, Bamako, le 15 octobre 2008

Cette présentation donnée à Bamako par une intervenante de Save the Children présente la méthodologie de l'HEA (« Household Economy Approach » en anglais) en tant qu'outil d'aide à la prise de décision pour la sécurité alimentaire. Il s'agit d'un cadre d'analyse pour mieux prévoir à court terme les problèmes d'accès à la nourriture. Il suggère des interventions possibles. L'HEA aborde également les problèmes de malnutrition des ménages.

www.delmi.ec.europa.eu/fr/presse/agenda/11.ppt

GUIDE

[Comprendre l'économie des ménages ruraux au Niger](#)

Save the Children, Londres, 2009

Ce rapport restitue une analyse de l'économie de ménages (AME) nigériens afin de mieux comprendre les causes de la crise alimentaire de 2005 ainsi que l'origine de la malnutrition et

d'éviter de futures crises. Il s'agit d'avoir une image plus complète des moyens d'existence des populations rurales du pays : quelles sont leurs sources de revenus et comment accèdent-elles à la nourriture ? Au Niger l'AEM montre cinq zones d'économie alimentaire différentes. Les profils ainsi publiés étudient la manière dont différents groupes gèrent leurs moyens d'existence. La dernière partie du rapport présente les conclusions des profils et des études complémentaires réalisées par *Save the Children* au Niger. Elle tire des conclusions au profit d'un large éventail d'acteurs. Ces conclusions sont destinées à être reprises par les bailleurs de fonds internationaux et les ONG.

http://www.savethechildren.org.uk/en/docs/Comprendre_leconomie_des_menages_ruraux_low_res.pdf

Vulnérabilité

La sécurité alimentaire, et en particulier le pilier de l'accès aux aliments, posent la question essentielle de la sécurité des moyens d'existence des ménages et de la stabilité de leur pouvoir d'achat dans le temps afin de pouvoir acquérir la nourriture disponible, même en période de hausse des prix des denrées alimentaires.

Alors que la pauvreté, tout comme l'insécurité alimentaire, est utilisée pour décrire le bien-être d'un individu ou des ménages à un instant présent « t » ou sur un intervalle de temps passé, la vulnérabilité comprend une notion prospective qui vise à prédire la propension future d'une chute du bien-être d'un individu ou des ménages, en fonction de leur capacité à pallier les effets de catastrophes qui peuvent survenir. Dans le contexte de la sécurité alimentaire, elle représente « la probabilité qu'une personne ou qu'un ménage chute ou demeure sous un seuil minimal de sécurité alimentaire pendant un certain laps de temps ». Son application à l'analyse de la sécurité alimentaire est assez récente.

Les sources de la vulnérabilité sont multiples : pauvreté, mais aussi aléas climatiques, variabilité des prix des denrées alimentaires etc. L'analyse de la vulnérabilité est un outil basé sur une série d'indicateurs pour faciliter les interventions en réponse à des crises alimentaires, car la vulnérabilité joue un rôle majeur dans le démarrage de ces crises. L'analyse de la vulnérabilité permet de comprendre les causes de la vulnérabilité et de mieux identifier les populations vulnérables pour mieux cibler les interventions de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et par là, améliorer leur efficacité. Les programmes et politiques de sécurité alimentaire qui prennent en compte la vulnérabilité intègrent des actions contre les causes futures de l'insécurité alimentaire.

GUIDE

Identifier les vulnérables urbains

Action contre la Faim – ACF, décembre 2009

Ce guide publié par l'ONG ACF examine la problématique de la malnutrition en milieu urbain. Il propose une méthodologie pour permettre l'identification des populations vulnérables exposées au fléau de la malnutrition. Ce guide répertorie notamment un éventail de techniques d'enquête et d'outils d'analyse nécessaires pour cibler les populations vulnérables en milieu urbain parmi lesquels : la collecte de données, la cartographie, l'exploitation des données, le choix de la méthode, l'organisation de l'enquête, le questionnaire.

http://www.actioncontrelafaim.org/fileadmin/contribution/8_publications/pdf/Ouvrages_et_fascicules_techniques/Doc_transversaux/LIVRE_VULNERABLE_BASDEF.pdf

ETUDE /
RAPPORT

Préparez vous à vivre. Renforcer la résistance des communautés à gérer l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel, Rapport condensé

Tearfund, 2007

Le rapport souligne que, pour aider les populations des pays les plus pauvres à sortir du cycle de l'insécurité alimentaire et les prémunir contre la vulnérabilité, les acteurs du développement doivent intégrer le renforcement de la résistance des communautés dans les politiques et pratiques de développement, d'urgence et de réhabilitation, de manière à

améliorer l'efficacité et la durabilité des initiatives de développement futures. Il s'agit également de promouvoir une compréhension de la sécurité alimentaire du point de vue des communautés. La capacité d'adaptation des communautés et leurs diverses stratégies pour gérer l'insécurité alimentaire au Sahel est également abordée dans ce rapport, ainsi que la dépendance des communautés vis-à-vis de l'aide alimentaire et des réserves nationales de sécurité alimentaire. Enfin, le rapport défend la participation communautaire dans l'évaluation des risques, les systèmes d'alerte précoce et les décisions prises pour traiter l'insécurité alimentaire.

[http://www.tearfund.org/webdocs/Website/campaigning/policy%20and%20research/Prepare%20Vous%20a%20Vivre%20\(rapport%20condense\).pdf](http://www.tearfund.org/webdocs/Website/campaigning/policy%20and%20research/Prepare%20Vous%20a%20Vivre%20(rapport%20condense).pdf)

REVUE /
ARTICLE

[La vulnérabilité alimentaire des Sahéliens : Concepts, Echelle et enseignements d'une recherche de terrain](#)

Janin, P., L'Espace Géographique, n°4/2006, pp. 355-366

Après avoir introduit le concept de vulnérabilité, cet article construit peu à peu une démarche associant choix inductifs et re-conceptualisation déductive, « vérité de terrain » et « lecture des risques » qui a été testée à l'est du Burkina Faso. L'article traite notamment des différentes échelles spatio-temporelles ou statistiques de la vulnérabilité apparente et réelle afin d'identifier des indicateurs permettant potentiellement la mise en place d'une intervention alimentaire ou nutritionnelle.

http://hal.ird.fr/docs/00/27/52/37/PDF/LavulnerabilitedesSaheliens_JANIN_2006.pdf

GUIDE

[Activités génératrices de revenu et sécurité alimentaire, Un concept clé pour une sécurité alimentaire pérenne](#)

ACF International, Service sécurité alimentaire et moyens d'existence, septembre 2009

La promotion des activités génératrices de revenus n'est pas une recette qui peut être appliquée à tout type de situation. L'analyse initiale du contexte de la sécurité alimentaire et des problèmes rencontrés par la population vulnérable est essentielle afin de déterminer le type de réponse le plus adapté. Dans ce document, sept chapitres analysent les expériences en matière d'activités génératrices de revenus menées par ACF dans plus de vingt pays. Le premier chapitre de ce livre définit les interventions génératrices de revenus et leurs objectifs souhaités et présente également les arguments qui justifient ce type de programme. Le second chapitre est consacré à l'analyse du contexte et à la définition de la stratégie d'intervention pour les programmes générateurs de revenus. Les différentes activités qui peuvent être incluses dans les programmes générateurs de revenus sont décrites dans le chapitre trois. Le chapitre quatre étudie la mise en place du programme. Il couvre les activités principales menées et les composantes apportant des solutions pour surmonter certaines limites. Le chapitre cinq concerne le suivi, l'évaluation et la systématisation des expériences. Le sixième chapitre résume quelques leçons tirées d'expériences vécues et le septième chapitre répond brièvement à certaines des questions les plus fréquemment posées sur les programmes générateurs de revenus.

http://www.actioncontrelafaim.org/fileadmin/contribution/8_publications/pdf/Ouvrages_et_fascicules_techniques/Secu_alimentaire/AGR_version_finale_FRANCAIS_.pdf

AUTO-
FORMATION

[Evaluation et analyse de la vulnérabilité, Cours de formation à distance](#)

Programme Commission européenne - FAO « Sécurité Alimentaire : l'information pour l'action » (CD-Rom disponible gratuitement sur commande par internet et en ligne)

Le Programme de la FAO et de la Commission européenne sur la [« Sécurité alimentaire : l'information pour l'action »](#) propose un accès gratuit à des formations à distance ou des cours en anglais ou français sur différents sous-thématiques de la sécurité alimentaire. Le cours ci-dessus porte en particulier sur la question de la vulnérabilité. Il fournit une définition de la vulnérabilité et présente les trois dimensions qui la décrivent. En outre, il décrit les méthodes d'évaluation de la vulnérabilité, les indicateurs à utiliser et les critères de sélection de ces indicateurs en fonctions du contexte. A la fin du cours, une bibliographie interactive est disponible.

http://www.foodsec.org/DL/dlcourselist_fr.asp

ETUDE /
RAPPORT

[Renforcer la protection sociale pour les enfants d'Afrique de l'Ouest et du Centre](#)

Note de Synthèse Politiques Sociales, *Overseas Development Institute* –ODI, Fonds des Nations unies pour l'enfance – UNICEF, 2009

Le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a initié une importante étude sur la protection sociale et les enfants dans la région dans le but de mieux comprendre l'état des dispositifs de protection sociale ainsi que les opportunités et défis pour renforcer la protection sociale en faveur des enfants les plus pauvres et les plus vulnérables. L'étude, réalisée en collaboration avec l'ODI et avec des chercheurs africains, a abouti à une série de rapports thématiques publiés en mars 2009 ainsi que sur cinq rapports pays. Ces documents abordent les questions de pauvreté, vulnérabilité et risque et discutent de la manière dont les instruments de protection sociale répondent aux problèmes de pauvreté et de vulnérabilité spécifiques aux enfants. Cette note de synthèse résume les causes et le niveau de la vulnérabilité des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre et dresse un état des lieux de la protection sociale dans la région. Elle présente en particulier les facteurs qui rendent l'amélioration de cette protection particulièrement difficile : l'étendue de la vulnérabilité, l'étroitesse de l'espace budgétaire des pays concernés, et les problèmes de gouvernance et de moindres capacités administratives.

http://www.unicef.org/wcaro/wcaro_27_UNICEF_ODIbriefing_paper_protectionSocial_LOW.pdf

L'étude de cas Sénégal : [La protection sociale des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre](#), UNICEF, ODI, septembre 2009.

ETUDE /
RAPPORT

[Mali : Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité](#)

Données de 2005, Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV), *Strengthening Emergency Needs Assessment Capacity* (SENAC)

Ce document offre un exemple d'étude et d'analyse de la vulnérabilité au niveau d'un pays : ici le Mali est l'objet de l'étude. Ce travail a pour objectif d'améliorer le système de suivi de la sécurité alimentaire, de mieux comprendre les causes de vulnérabilité, de mieux identifier les différents groupes de populations aux modes de vie homogènes, d'améliorer l'identification des zones et groupes vulnérables sur l'ensemble du territoire.

Zoom sur... Les transferts sociaux

ETUDE /
RAPPORT

[Quel rôle pour les transferts de filets sociaux de sécurité dans les pays à très faible revenu ?](#)

W. James Smith, K. Subbarao, Unité de la Protection Sociale, Réseau du Développement Humain, Banque mondiale, Washington D.C., 2003

Cette présentation montre le rôle des programmes de transfert aux pauvres dans les pays à très faibles revenus, où une part importante de la population vit dans une pauvreté absolue et où l'Etat a peu de moyens. Lorsque presque toute la population est pauvre, quelle est la "bonne" stratégie de filets sociaux de sécurité ? Des indications claires sont aussi données pour la mise en place de ces programmes dans les pays à très faibles revenus : accroître l'effet multiplicateur des programmes, limiter les transferts monétaires à des groupes très spécifiques, trouver un calendrier judicieux, s'assurer de la simplicité des programmes, etc. sont autant de recommandations faites par les auteurs.

<http://info.worldbank.org/etools/docs/library/78641/Fall%202003/elearning/fall2003/ppt/subbafr.pdf>

ETUDE /
RAPPORT

[Comment les transferts d'argent liquide peuvent améliorer la nutrition des enfants les plus pauvres. Évaluation d'un projet pilote de filet de sécurité dans le sud du Niger](#)

Save The Children, Londres, 2009

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation d'un projet pilote de transferts d'argent liquide de Save the Children en faveur de 1 500 foyers parmi les plus pauvres dans le district de Tessaoua, dans la région de Maradi, au Niger. Les résultats de cette évaluation s'adressent aux ONG, gouvernements et bailleurs de fonds qui participent à la planification et à la mise en œuvre de programmes de sécurité alimentaire et de filet de sécurité. Tous les ans, au moins 200 000 enfants de moins de cinq ans atteints de malnutrition aiguë, sont traités au Niger. Malgré les efforts concertés du gouvernement et des organismes d'aide pour faire face au problème

depuis la crise alimentaire de 2005, un enfant de moins de trois ans sur sept souffre toujours de malnutrition aiguë. De plus, la moitié de tous les enfants de moins de cinq ans sont atteints de malnutrition chronique qui nuit à leur développement physique et mental.

<http://www.savethechildren.org.uk/en/docs/Comment les transferts LR.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Transferts monétaires conditionnels : réduire la pauvreté actuelle et future](#)

A. Fiszbein et N. Schady, Coll. Vue d'Ensemble, Banque mondiale, Washington D.C., 2009

La crise financière mondiale de 2008 et ses conséquences sur le niveau de vie de la population des pays en développement ont suscité un regain d'intérêt pour les dispositifs de protection sociale. Ces mesures peuvent en effet constituer un investissement avisé dans un monde où règne l'incertitude. Ce rapport fait le bilan des données dont on dispose sur les transferts monétaires conditionnels (TMC), ces systèmes de protection sociale qui ont fait de nombreux adeptes depuis une dizaine d'années. Il conclut que les TMC ont permis de réduire la pauvreté et d'encourager les parents à investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants.

<http://siteresources.worldbank.org/INTCCT/Resources/5757608-1234228266004/CCTS-Overview-French.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Les filets de sécurité et le droit à l'alimentation](#)

Chapitre 7, in Les directives sur le droit à l'alimentation : document d'information et études de cas, FAO, Rome, 2006

Le document analyse le rôle susceptible d'être joué par les filets de protection, et en particulier les filets de sécurité alimentaire, dans la concrétisation du droit à l'alimentation. Dans la première partie, les obligations auxquelles sont assujetties les Etats dans le cadre du droit à l'alimentation sont présentées. Puis le concept de filets de sécurité alimentaire est analysé en s'appuyant sur une approche fondée sur les droits. Enfin, la dernière partie est consacrée à une discussion sur les principaux critères devant

être pris en compte lors de la conception et la sélection des filets de sécurité alimentaire. Une attention particulière est accordée aux choix à

effectuer entre les programmes de transfert en espèces ou axés sur l'alimentation.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0511f/a0511f04.pdf>

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Page du FIVIMS sur l'analyse de la sécurité alimentaire

Cette page contient plusieurs articles menant à des publications sur les indicateurs de vulnérabilité et l'analyse de la vulnérabilité.

http://www.fivims.org/index.php?option=com_content&task=blogcategory&id=20&Itemid=37

Page « Recherche » du Groupe URD – Urgence, réhabilitation, développement (ONG)

Cette page contient toutes les publications et travaux de recherche du groupe URD (programmes de recherche opérationnelle et études thématiques).

<http://www.urd.org/spip.php?rubrique9>

Programme alimentaire mondial – PAM (institutionnel)

<http://one.wfp.org/french/>

Page internet de la Banque mondiale sur les Filets sociaux de sécurité (institutionnel)

Le site est essentiellement en anglais, mais cette page en français permet d'accéder à tous les documents de la Banque mondiale publiés en français sur le sujet des filets sociaux de sécurité.

Utiliser les aliments

Nutrition

Malgré l'ampleur du phénomène, la lutte contre la malnutrition maternelle et infantile figurait rarement parmi les priorités dans les politiques des principaux donateurs et dans les débats au niveau international (en dehors des situations d'urgence). On assiste depuis quelques années à un sursaut récent de la communauté internationale pour mettre en avant l'ampleur du phénomène de la malnutrition et l'urgente nécessité d'y faire face.

Plusieurs travaux récents offrent un nouveau regard sur la prévalence mondiale de la malnutrition et les effets à court terme et à long terme. Près de la moitié des décès chez les enfants de moins de cinq ans sont liés à la malnutrition, en association avec diverses infections. La malnutrition affecte également le développement physique et mental des individus avec des conséquences irréversibles après l'âge de deux ans.

Quelles actions mettre en place en priorité ? A quelle échelle ? Comment mieux intégrer la dimension nutritionnelle dans les politiques, programmes et projets de développement ? Autant de questions à creuser afin de soutenir les décideurs et praticiens du développement.

REVUE /
ARTICLE

[Mieux prendre en compte la nutrition](#)

F. Delpeuch, Courrier de la Planète No. 91, mars 2010

Cet article présenté sous forme d'une interview, présente les liens entre nutrition et sécurité alimentaire. Après avoir défini le cadre dans lequel évoluent malnutrition et insécurité alimentaire (définition des termes, indicateurs de mesure, acteurs et experts dans le domaine, localisation géographique), F. Delpeuch, chercheur de l'IRD, explique l'importance d'une meilleure prise en compte de la nutrition dans les discussions autour de l'insécurité alimentaire.

<http://www.courrierdelaplanete.org/91/article2.php>

VIDEO

[La faim dans le monde : Carences alimentaires et maladies chroniques](#)

F. Delpeuch, Institut de recherche pour le développement (IRD), intervention dans le cadre de la Semaine National du Développement Durable, juin 2003

Cette vidéo présente une des interventions de Francis Delpeuch, Directeur de recherche à l'IRD en Nutrition, alimentation, sociétés, dans le cadre de la Semaine National du Développement Durable de 2003.

<http://www.ird.fr/la-mediatheque/videos-en-ligne-canal-ird/la-malnutrition/la-faim-dans-le-monde-carences-alimentaires-et-maladies-chroniques>



DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

**[Suivre les progrès dans le domaine de la nutrition de l'enfant et de la mère.
Une priorité en matière de survie et de développement,](#)**

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), New York, 2009.

Ce rapport montre l'urgence de faire passer à grande échelle les interventions qui permettent d'alléger la charge de la sous-nutrition de l'enfant et de la mère dans le monde. Il présente des informations sur des stratégies nutritionnelles et les progrès accomplis par les programmes, sur la base des données disponibles les plus récentes. Les réussites obtenues et les leçons retenues montrent qu'il est possible de réduire les taux de sous-nutrition. Le rapport présente des informations détaillées et actualisées sur l'état nutritionnel, l'exécution des programmes et les indicateurs en la matière pour les 24 pays où vivent 80 pour cent des enfants qui souffrent d'un retard de croissance dans le monde. Ce rapport souligne également la nécessité de redoubler d'efforts pour alléger la charge de la sous-nutrition dans tous les pays.

http://www.unicef.org/french/publications/files/Tracking_Progress_on_Child_and_Maternal_Nutrition_FR_011510.pdf

REVUE /
ARTICLE

[Série sur la malnutrition maternelle et infantile. Résumé](#)

Revue The Lancet, février 2008

La série d'articles de la revue *The Lancet* sur la malnutrition maternelle et infantile offre un nouveau regard sur la prévalence mondiale et les impacts. Cette publication examine les interventions réputées efficaces qui, mises en place à grande échelle, peuvent réduire les effets de la malnutrition maternelle et infantile de manière significative. Les deux premiers articles étudient la prévalence de la malnutrition maternelle et infantile et les conséquences à court terme relatives à la mortalité et à la charge de morbidité, ainsi que les effets à long terme sur l'éducation et sur le potentiel professionnel, et les relations avec les maladies chroniques chez l'adulte. Le troisième article fait l'estimation des avantages possibles liés à la mise en place d'interventions en matière de santé et de nutrition et qui sont efficaces et applicables dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les deux derniers articles évaluent les interventions actuelles et envisagent la mise en place d'interventions d'envergure par l'entremise d'actions à l'échelle nationale et internationale.

<https://docs.google.com/fileview?id=0B0wu7icvc3Y7M2UxNDg0OGltZDA2Mi00ZTJhLTkzZDMtNDVlZmlwZmNINmRI&hl=fr>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Replacer la nutrition au cœur du développement : Stratégie d'intervention à grande échelle](#)

Banque mondiale, Washington D.C., 2006

Ce rapport expose un argumentaire détaillé sur l'importance de placer la nutrition au cœur du développement, et donc des investissements. Les interventions en matière de nutrition sont indispensables pour réduire la pauvreté. Pour atteindre ces objectifs, le rapport préconise à la communauté internationale ainsi qu'aux gouvernements, une stratégie à grande échelle pour améliorer le rapport coût avantage des interventions dans le domaine de la nutrition. Ceci dans le but d'accélérer la réduction de la nutrition à court terme, et de la pauvreté à plus long terme.

<http://www.worldbank.org/wb/images/fr/nutrition-rapport-2006.pdf>

GUIDE

Faim de changement : plan d'action chiffré en huit étapes pour lutter contre la faim des enfants dans le monde

Save the Children, Londres, 2009

Suite à une description exhaustive de la malnutrition dans les pays en développement, *Save The Children* présente un plan d'action en huit étapes pour lutter contre ce fléau. Ce dispositif met particulièrement en avant la complexité des causes de la malnutrition (causes directes et sous-jacentes), apportant à ce plan d'action une dimension multisectorielle. Les coûts de cette intervention sont évalués, donnant un argument économique à la mise en place d'un tel programme.

http://www.savethechildren.org.uk/en/docs/Faim_de_changement_2nd.pdf

REVUE /
ARTICLE

Pour une approche intégrée et multi-sectorielle de la nutrition dans les programmes d'urgence, de réhabilitation, et de développement : quelques outils et pistes de réflexion

C. Dufour, Groupe Urgence-Réhabilitation-Développement (URD), Revue Humanitaires en mouvement No. 2, avril 2009

On ne doit pas s'en tenir uniquement à une définition médicale de la malnutrition. Tout acteur qui souhaite prévenir ou traiter la malnutrition doit analyser les causes directes et sous-jacentes de celle-ci : manque d'eau potable, effondrement des moyens de subsistance, rougeole, perte de récoltes sont autant de raisons pouvant influencer la situation nutritionnelle d'un ménage. La nutrition intervient donc sur de multiples dimensions, en faisant un objectif commun d'une approche intégrée et multisectorielle. A travers plusieurs exemples, l'article montre que la définition des politiques nutritionnelles dépend de l'analyse des causes de la malnutrition propre à chaque population. Les besoins de la population sont considérés comme le cœur des programmes de nutrition.

http://www.urd.org/IMG/pdf/URD_HEM_2_papier_FR.pdf

GUIDE

Programme stratégique d'intervention en nutrition communautaire, Guide pratique pour les coopérants sur le terrain,

Réseau International Action contre la Faim, 2007.

Ce guide pratique présente les justifications et la méthodologie pour élaborer un programme communautaire de lutte contre la malnutrition. Il capitalise tous les outils nécessaires à la mise en place d'un tel programme. Pourquoi prendre pour base la communauté et le foyer ? Cette stratégie permet de mettre en place des solutions locales à moindre coût. Ceci dans le but de découvrir la capacité et les ressources locales des communautés pauvres nécessaires à la réduction du nombre d'enfants malnutris.

http://www.actioncontrelafaim.org/fileadmin/contribution/8_publications/pdf/Ouvrages_et_fascicules_techniques/Nutrition/NUTCOM_FR.pdf

ETUDE /
RAPPORT

Comment les transferts d'argent liquide peuvent améliorer la nutrition des enfants les plus pauvres,

Save the Children, 2009.

Ce document présente les résultats d'une évaluation d'un projet pilote de transferts d'argent liquide au Niger. Bien que la distribution de transferts vers des ménages ciblés offre des

possibilités supplémentaires aux bénéficiaires, les résultats prouvent l'importance de la mise en place d'activités accompagnant ces flux d'argent : activités préventives, distribution de micronutriments. Des questions se posent sur les perspectives en matière de politiques sociales : Ce dispositif est-il pérenne ? Peut-on le diffuser à plus grande échelle ?

http://www.savethechildren.org.uk/en/docs/Comment_les_transferts_LR.pdf



[Alimentation infantile au Vietnam. Dix ans d'actions et d'enseignements du programme Fasevie,](#)

Bruyeron O. et al. Gret-IRD, 2006, Collection Études et travaux, Edition Gret.

Dans ce livre, l'équipe d'un programme de recherche action pour la réduction durable de la malnutrition infantile au Vietnam témoigne de son expérience débutée en 1994. Elle entend ainsi transmettre ses acquis et les enseignements tirés tant des succès que des échecs des actions menées. Après une présentation détaillée du contexte initial et une explication des choix stratégiques ou techniques effectués, les auteurs décrivent les actions réalisées et les résultats obtenus. Des encarts méthodologiques explicitent et proposent des démarches plus générales avec leurs intérêts et leurs limites. Il est également fait référence aux outils pratiques utilisés par le programme (techniques d'enquêtes, techniques marketing, etc.). Seul le chapitre 1 est présenté en téléchargement.

http://www.nutridev.org/IMG/pdf/Fasevie_chap1.pdf

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Fonds des Nations Unies pour l'enfance – UNICEF

L'onglet nutrition de l'UNICEF offre une vue d'ensemble des différents enjeux de la nutrition. Le lien donne accès à l'actualité dans le domaine, à quelques statistiques et des publications francophones et anglophones. La stratégie de lutte contre la malnutrition de l'UNICEF est également présentée.

<http://www.unicef.org/french/nutrition/index.html>

FAO (Forum Mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition)

Ce forum animé par la FAO, regroupe un certain nombre de discussions et de publications relatives à la nutrition. Peu de publications sont traduites en français

http://km.fao.org/fsn/fsn-home/fr/?no_cache=1

Institut de recherche pour le développement (IRD), « La nutrition, un défi pour la planète »

Ce site présente la thématique de la nutrition entre carence et excès. Il est organisé autour de deux thématiques principales « nutrition publique » et « nutrition des aliments ».

<http://www.mpl.ird.fr/suds-en-ligne/nutrition/index.html>

Initiative NUSAPPS (Nutrition, Sécurité Alimentaire et Politiques Publiques au Sahel)

Cette initiative vise à aider les pays à intégrer les données nutritionnelles dans leurs analyses et diagnostics afin d'améliorer la surveillance et l'alerte précoce dans les pays de la sous-région.

<http://www.cilss.bf/nusapps/>

Campagne de MSF de lutte contre la malnutrition, « Starved for attention » : 195 millions d'histoires sur la malnutrition »

MSF et l'agence photo VII lancent *Starved For Attention* mettent en place une campagne multimédia contre la malnutrition infantile. Ils racontent les histoires de personnes souffrant de malnutrition.

<http://www.msf.fr/2010/07/23/1789/starved-for-attention-195-millions-dhistoires-de-la-malnutrition/>

Eau domestique

L'eau insalubre est la première cause de mortalité au monde, elle provoquerait 8 millions de morts chaque année dont 1,5 million d'enfants. Les causes s'appellent : diarrhées, choléra, typhoïde, malaria, trachome...Selon le rapport sur le développement humain 2006 du PNUD, environ 900 millions d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable.

L'accès à une eau insalubre ou la carence en eau potable a une incidence forte sur la manière dont les populations vont utiliser les aliments. Disposer suffisamment d'aliments de bonne qualité ne sera pas une condition suffisante pour assurer la sécurité alimentaire si l'eau potable auquel les populations ont accès est en quantité ou en qualité insuffisante.



[Dynamiques des interactions : malnutritions, eau assainissement et hygiène, infections](#)

Action contre la faim, novembre 2007

Dans ce document, Action contre la Faim s'interroge sur la nature précise des interactions entre l'eau domestique, sa carence et la malnutrition et en tire les conséquences pour ses actions. La malnutrition est un problème mondial dans lequel d'autres facteurs que la pénurie alimentaire jouent un rôle. L'eau d'alimentation, et plus généralement l'eau dite « domestique » qui inclut en particulier l'eau nécessaire à l'hygiène et aux pratiques sanitaires est souvent à l'origine de pathologies, en raison de sa mauvaise qualité (des bactéries, virus, parasites mais aussi agents chimiques qu'elle véhicule) et de sa carence. Un environnement sanitaire précaire cause la mort de 1.5 millions d'enfants par an dans le monde dont 88% de ces décès dus à des diarrhées. Les diarrhées sont attribuées aussi à une quantité d'eau insuffisante pour assurer un minimum d'hygiène (lavage des mains) ; facteur aggravé souvent par une absence d'infrastructures sanitaires.

[http://www.actioncontrelafaim.org/fileadmin/contribution/8_publications/pdf/Ouvrages_et_fascicules_techniques/ACF_WASH - malnutrition et infections - 11-2007 - Fr.pdf](http://www.actioncontrelafaim.org/fileadmin/contribution/8_publications/pdf/Ouvrages_et_fascicules_techniques/ACF_WASH_-_malnutrition_et_infections_-_11-2007_-_Fr.pdf)



[L'eau qui tue, l'eau qui sauve : une urgence humanitaire](#)

Solidarités International, Taimani Films, février- mars 2009

Ce reportage réalisé à Kaboul en 2009 montre comment une population nombreuse n'ayant pas accès à l'eau potable ni à l'assainissement est victime des maladies liées à l'eau insalubre (diarrhées, choléra, hépatite...) qui causent de nombreuses victimes, parmi les enfants notamment. Les causes sont multiples : destructions dues à la guerre, augmentation de la population, très grande pauvreté, retard en matière de reconstruction et développement...Ce film présente les programmes d'accès à l'eau potable à l'assainissement et à l'hygiène de l'association Solidarités.



http://www.dailymotion.com/video/x91d80_l-eau-qui-tue-l-eau-qui-sauve-une-u_news

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

[Le droit à l'eau](#)

Henri Smets, Conseil européen du droit de l'environnement, 2002

Le droit à l'eau qui porte sur une quantité limitée d'eau potable nécessaire à la vie et au bien-être, constitue un droit fondamental et dérive de plusieurs droits de l'Homme déjà reconnus. De multiples accords internationaux, législations internes et déclarations gouvernementales reconnaissent l'existence de ce droit dont la mise en œuvre progressive n'a pas posé de problèmes particuliers. Ce rapport décrit les nombreuses mesures prises pour rendre effectif le droit à l'eau, principalement au bénéfice des populations démunies pour lesquelles l'eau représente une part importante de leurs dépenses. Il présente en détail les modalités de mise en œuvre du droit à l'eau en France, en Belgique, en Irlande, au Royaume-Uni, au Chili et en Afrique du Sud et fournit de multiples exemples des mesures en vigueur dans d'autres pays. Le rapport conclut à la nécessité de réaffirmer le droit à l'eau pour tous et de le mettre en œuvre aux plans national et international et à l'obligation d'apporter une aide internationale plus substantielle pour faciliter l'approvisionnement en eau des populations rurales des pays en développement.

http://www.worldwatercouncil.org/fileadmin/wwc/Programs/Right_to_Water/Pdf_doct/eau_CEDE_20021.pdf

GUIDE

[Guide de la coopération décentralisée pour l'eau potable et l'assainissement](#)

Programme solidarité eau, 3eme édition, novembre 2009

L'objet de cet ouvrage est de présenter le cadre d'intervention et les outils disponibles pour les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale afin de leur permettre de s'engager plus largement dans des actions de solidarité dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Il présente ensuite les principes à mettre en œuvre et les étapes à respecter pour conduire avec pertinence et cohérence, l'élaboration, la recherche de financements puis la mise en œuvre de projets dans ce domaine. Il s'adresse aux acteurs de la coopération décentralisée qui agissent directement ou en soutien à d'autres organisations, en particulier les collectivités territoriales, leurs groupements et les syndicats des eaux et d'assainissement.

http://www.pseau.org/outils/ouvrages/pseau_guide_coop_dec_eau_assainissement_3ed.pdf

GUIDE

[Guide méthodologique des projets d'alimentation en eau potable en milieu rural, semi-urbain et urbain pour les collectivités territoriales](#)

Direction nationale de l'hydraulique, Bamako, Mali, janvier 2003

Ce guide est un outil élaboré par le Ministère des mines de l'énergie et de l'eau malien dans le cadre de la décentralisation et se destine aux collectivités territoriales qui se sont vues confier plusieurs missions dont celle de la maîtrise d'ouvrage des infrastructures pour l'approvisionnement en eau potable. Son objectif est d'assister les maîtres d'ouvrage dans leur conduite de projets hydrauliques. Ce document est donc en priorité conçu pour les nouveaux maîtres d'ouvrages institutionnels (principalement les communes), et vise le public des maires et conseillers communaux. Il fournit des informations d'ordre général sur le contexte institutionnel malien, mais également sur quelques aspects techniques pour comprendre les enjeux du secteur de l'hydraulique rurale et semi-urbaine ; il décrit le cheminement d'un projet, depuis l'identification jusqu'à la mise en exploitation, en mettant en évidence les étapes déterminantes pour la qualité et pérennité du service ; il propose et explique quelques

outils couramment utilisés dans la conduite de projet d'eau potable : l'étude de faisabilité, le dimensionnement des ouvrages, l'évaluation des coûts, l'organisation des usagers, etc.

http://www.pseau.org/outils/ouvrages/guide_des_projets_dnh_mali_v14.pdf

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Programme Solidarité Eau – Rubrique Coopération décentralisée Eau et Assainissement

Cette rubrique met à disposition des internautes un ensemble de ressources pour mener à bien un projet d'appui d'accès à l'eau et assainissement (bilan des actions de coopération décentralisée, étude des financements, outils et méthodes de conception de projet, appui technique au montage, ressources par pays...).

<http://www.pseau.org>

Stabiliser l'offre, l'accès et l'utilisation

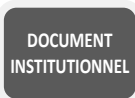
« Nous sommes ici pour relever les défis des bioénergies et du changement climatique, et de la situation actuelle de flambée des prix des produits alimentaires qui a des effets néfastes sur la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition, d'autant plus que l'on peut supposer que les prix des denrées alimentaires resteront élevés dans les années à venir ».

Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, Sommet mondial de l'alimentation, Rome, 2008.

Prévention des crises alimentaires

Les crises alimentaires récentes, telle que celles de 2005 au Sahel et de 2008 sur les marchés internationaux, ont remis en évidence l'importance cruciale des politiques de prévention de ces crises. Aux facteurs conjoncturels se sont ajoutées les causes structurelles à l'origine d'une forte vulnérabilité des populations : des conditions climatiques difficiles ou une montée des prix des céréales affectent plus particulièrement les populations les plus vulnérables. Ces expériences récentes montrent la nécessité de réduire durablement l'insécurité alimentaire. Cette question se pose avec acuité pour les pays qui affrontent périodiquement des situations de crise. Dans le cas des conflits, une attention particulière doit également être portée sur les questions structurelles (foncier, inégalités, pauvreté) pour assurer une stabilité à long terme.

Le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle reste un des enjeux majeurs. Quels indicateurs sont suffisamment fiables et compréhensibles par les décideurs ? Dans quelle mesure est-il possible de les collecter sur un mode régulier ? Comment faire en sorte que les décideurs aient accès à cette information ? Des améliorations restent à faire afin d'améliorer la compréhension et l'analyse de l'insécurité alimentaire et prendre en compte des déterminants clés comme la vulnérabilité des ménages, les indicateurs nutritionnels et le fonctionnement des marchés.



[Vingt ans de prévention des crises alimentaires au Sahel. Bilan et perspectives](#)

Comité Inter-état de Lutte contre la Sécheresse au Sahel – CILSS, 2004

Cet ouvrage restitue l'expérience sahélienne en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires. Il a été rédigé à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA). Il valorise ainsi les travaux réalisés par le Réseau et par les institutions sahéliennes et internationales qui y contribuent. Ce document invite à l'échange d'expériences et à l'évaluation des dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires.

http://www.food-security.net/medias/File/d_but.pdf

Le lien ne donne pas accès au document complet, les chapitres devant être téléchargés séparément :

- [A. L'histoire des famines au Sahel](#)
- [B. L'insécurité alimentaire aujourd'hui](#)
- [C. La prévention des crises alimentaires](#)
- [D. La gestion des crises alimentaires](#)
- [E. L'expérience du Mali](#)
- [F. Le Réseau : acquis et perspectives](#)

ETUDE /
RAPPORT

[Les politiques de prévention et gestion des crises alimentaires. Les enseignements de la crise du Niger de 2005](#)

D. Michiels, J. Egg, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes – MAEE, Paris, juin 2007, Collection Etudes

Ce document est une synthèse d'une évaluation externe réalisée par l'IRAM à la demande du Dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires (DNP-GCA) du Niger. En 2004, le Dispositif a lancé un programme d'actions pour atténuer l'impact des difficultés alimentaires qui se profilaient. Mais la situation alimentaire a continué à se dégrader et des mesures d'urgence ont dû être prises. Le rapport revient sur le diagnostic de la crise du Niger et de sa gestion de manière à mettre en valeur les enseignements utiles pour les politiques de prévention et gestion des crises alimentaires. Destinés en premier lieu aux pays sahéliens, ces enseignements concernent également l'ensemble des pays qui affrontent périodiquement des situations d'insécurité alimentaire.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Rapport_Niger.pdf

ETUDE /
RAPPORT

[Mieux s'investir dans les causes structurelles de l'insécurité alimentaire, Profils pays de la sécurité alimentaire et synthèse transversale](#)

CSAO-CILSS, 2008

Les profils des neuf pays membres du CILSS décrivent des causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La finalité de cette analyse est de permettre aux différentes catégories de décideurs (gouvernements, organisations de la société civile, partenaires techniques et financiers...) de disposer d'éléments leur permettant de comprendre la persistance ou non des crises alimentaires et nutritionnelles, de mesurer les efforts d'investissement dans la sécurité alimentaire, mais surtout de décider des actions utiles à prendre pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

http://www.oecd.org/document/6/0,3343,fr_38233741_38246915_41639822_1_1_1_1,00.html

ETUDE /
RAPPORT

[Planifier l'avenir. Évaluation des systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne](#)

J. Tefft, M. McGuire, N. Maunder, FAO, Rome, 2007

Ce rapport résume les conclusions et recommandations d'une évaluation des systèmes d'alerte précoce (SAP) en Afrique subsaharienne, principalement des systèmes administrés par les gouvernements nationaux et les institutions intergouvernementales régionales. Les principaux résultats sont divisés en trois thèmes : (i) méthodes d'alerte précoce, compétences et moyens techniques ; (ii) besoins d'information, création d'un consensus et communication ; et (iii) cadre institutionnel et capacités des SAP.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0894f/a0894f.pdf>

ETUDE /
RAPPORT

[Recueil d'expériences en matière d'information nutritionnelle dans un contexte de surveillance et d'alerte précoce dans les pays du CILSS. Eléments de réflexion à partir des missions diagnostics au Niger, Mali, Sénégal, Mauritanie, Gambie et Tchad](#)

Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE), novembre 2006

Ce rapport présente un rapide état des lieux des systèmes d'information dans les pays du CILSS, mettant en exergue les forces et faiblesses rencontrées et des propositions d'améliorations. Un des principaux constats est que les sources d'informations en sécurité alimentaire et santé/nutrition existent dans tous les pays visités (EDS, MICS, enquêtes pauvreté des ménages, statistiques de santé mais aussi données régionales ou micro économiques publiées par les ONG) mais aucune mise en perspective des données ni analyse causale ne sont élaborées.

http://www.food-security.net/medias/File/synthese_missions_nutritionnel_crises.pdf

GUIDE

[Indicateurs de nutrition pour le développement](#)

B. Maire et F. Delpuech, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), 2004, FAO

Beaucoup de facteurs peuvent contribuer à l'amélioration de la situation nutritionnelle. Certain de ces facteurs peuvent être modifiés par des interventions, d'autres non. Mais tous ces facteurs doivent être identifiés, suivis, et leur rôle respectif pris en considération. Comment recueillir ces indicateurs sur une base régulière et faire en sorte que l'information produite soit effectivement utilisée ? Dans ce document sont rassemblés des indicateurs relatifs à différents aspects de la nutrition et des domaines connexes. Plus qu'une liste exhaustive d'indicateurs, le guide vise à fournir une illustration de la variété des indicateurs les plus pertinents et les plus utilisés dans six grands domaines sectoriels : l'état nutritionnel, la sécurité alimentaire, les soins et la capacité de prise en charge, la santé et la démographie, les indicateurs socio-économiques de base ainsi que les indicateurs agro-écologiques fondamentaux.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5773f/y5773f00.pdf>

AUTO-
FORMATION

[Systèmes et réseaux d'information sur la sécurité alimentaire](#)

CE - FAO, Programme « Sécurité alimentaire, l'information pour l'action » (cours à distance d'une durée de 2 heures, disponible en CD-Rom sur commande gratuite en ligne et enregistrement en ligne)

Le Programme « Sécurité alimentaire, l'information pour l'action » propose un ensemble de cours en ligne d'autoformation sur la sécurité alimentaire. Le cours indiqué ci-dessus traite plus spécifiquement des différents systèmes d'information liés à l'analyse de la sécurité alimentaire, qu'il décrit, et fournit les connaissances nécessaires pour les évaluer.

http://www.foodsec.org/DL/dlcourselist_fr.asp

Zoom sur... la gestion des crises et des conflits

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

Sécurité alimentaire dans un contexte de crise prolongée : Que peut-on faire ?

FAO, Rome, décembre 2008

Cette note d'orientation se penche sur le problème des crises prolongées du point de vue de la sécurité alimentaire, sur la base d'observations réalisées en République démocratique du Congo. Son objectif est de favoriser l'échange d'opinions afin de déterminer les éventuelles mesures à adopter. Ce document plaide pour la prise en compte des causes structurelles souvent ignorées, alors qu'elles sont précisément la cause de la prolongation de ces crises dans le temps.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ak057f/ak057f00.pdf>

VIDEO

Aide au développement et Etats fragiles

Jean-Michel Sévérino, vidéo sur le blog « Idées pour le Développement », octobre 2007

La prévention des conflits par le biais de questions structurelles (la question foncière, les inégalités de revenus, la répartition des revenus par exemple) a rarement été au cœur des agendas des agences de développement. Pourtant, dans beaucoup de cas de conflits, on trouve derrière des causes politiques évidentes d'importants problèmes socio-économiques qui pourraient être traités par des actions structurelles. Le cas très frappant, dans le monde sahélien, des conflits entre sédentaires et nomades, illustrés par la crise



soudanaise et par le Darfour, pourrait être traitée grâce à une meilleure répartition des espaces, une meilleure gestion des relations entre ces communautés. Cela doit être l'objet même d'une politique de développement. Les agences d'aide doivent avoir une meilleure connaissance de ces réalités et des enjeux majeurs de stabilité. La communauté internationale devrait davantage axer ses efforts dans cette voie.

<http://www.ideas4development.org/fr/post/article/aide-au-developpement-et-etats-fragiles-video.html>

REVUE /
ARTICLE

Avant, pendant et après les crises : Comment mieux lier urgence, réhabilitation et développement

F. Grünwald, 2003, Courrier ACP-UE No. 198 mai - juin 2003

Les grandes famines au Sahel des années 1970 ont mis en évidence le fait que l'aide d'urgence, notamment alimentaire, pouvait avoir des effets secondaires négatifs imprévus : anéantissement des productions locales, dépendance aux importations, prégnance des services « gratuits » rendant la mise en place de systèmes économiquement viables assez difficiles, etc. La question du lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et la reprise du développement a donc commencé à apparaître dans les agendas humanitaires. Le défi à relever était de mieux penser l'action d'urgence pour éviter ces effets néfastes sur le futur. François Grünwald se penche sur l'évolution du concept de lien entre urgence, réhabilitation et développement.

http://www.urd.org/IMG/pdf/publispe_avt_pdt_a_p_crisis_LRRD.pdf

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA)

Ce Réseau, créé en 1985, réunit les principaux acteurs de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Il contribue à analyser la situation alimentaire, à améliorer le partage de l'information et à promouvoir une action concertée et coordonnée. Le RPCA est animé à travers des réunions bi-annuelles, conduit des analyses thématiques et s'appuie sur des outils de communication : la Note aux décideurs, la Note d'information de la sécurité alimentaire (NISA) et une plate-forme Web : <http://www.food-security.net/>

L'onglet « Suivre la situation alimentaire » fournit des informations par pays et une liste des bulletins de suivi de la situation.

Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS)

Créé en 1973, le CILSS est une organisation intergouvernementale qui regroupe neuf Etats dont 4 Etats côtiers (Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal), 4 Etats enclavés (Burkina Faso ; Mali ; Niger ; Tchad) et 1 Etat insulaire (Cap Vert).

Le site du CILSS propose des informations sur l'actualité et le suivi de la campagne agricole et alimentaire, notamment les bulletins conjoints CILSS-Fews Net, ainsi que certains documents publiés par l'institution et les comptes rendu de réunions et conseils des ministres.

<http://www.cilss.bf/>

ONG Afrique Verte

Le site de l'ONG fait chaque mois le point sur la situation alimentaire au Mali, Niger et Burkina Faso à travers un bulletin d'information.

<http://www.afriqueverte.org/index.cfm?srub=5>

Réseau du Système d'Alerte Précoce contre la Famine (Fews Net)

Le Fews Net est financé par l'USAID qui collabore avec des partenaires internationaux, régionaux et nationaux pour fournir des informations d'alerte précoce et de vulnérabilité sur des questions de sécurité alimentaire. Le Fews Net publie différents produits qui incluent des mises à jour mensuelles de l'état de sécurité alimentaire pour 25 pays, des perspectives régulières de sécurité alimentaires et des alertes, aussi bien que des briefings et des appuis éventuels aux plans de contingence et de réponse. Des études plus approfondies dans des secteurs comme les modes de vies et les marchés fournissent des informations supplémentaires pour soutenir l'analyse et le développement des programmes et des politiques.

<http://www.fews.net/Pages/default.aspx>

Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide (SMIAR) de la FAO

Le SMIAR réalise un suivi de la situation offre/demande mondiale (voir les publications Perspectives de l'alimentation, Perspectives de récoltes et situation alimentaire, etc.) et fournit une alerte précoce des crises alimentaires susceptibles d'affecter certains pays. Pour les pays en état de crise grave, la FAO/SMIAR et le Programme alimentaire mondial (PAM) mènent des missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire.

<http://www.fao.org/giews/french/index.htm>

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)

L'IPC est un outil d'analyse qui regroupe des informations relatives à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux moyens d'existence. Le site contient des cartes et classifications pour plusieurs pays, les publications et les mises à jour du manuel technique.

http://www.ipcinfo.org/index_fr.php

Quelques exemples des systèmes nationaux d'information en Afrique de l'Ouest

Système d'information sur la sécurité alimentaire (SISA) – Burkina Faso

Le SISA est une initiative commune du gouvernement burkinabé et des partenaires techniques et financiers pour renforcer et développer les structures nationales qui contribuent à la production, le traitement et l'analyse des informations relatives à la sécurité alimentaire.

<http://www.sisa.bf/sisa/>

Centre d'information et de communication (CIC) sur la situation alimentaire et nutritionnelle - Niger

Le CIC du Dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP/GCA) a été créé pour faciliter le partage d'information sur la sécurité alimentaire.

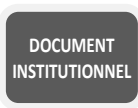
Sont disponibles les bulletins d'information sur la sécurité alimentaire produits par différents organismes, tels que le Centre Régional Aghrymet, les systèmes d'informations sur les marchés agricoles (SIMA) et sur les marchés à bétail (SIM-B).

Observatoire du marché agricole (OMA) – Mali

L'OMA a pour mission de collecter, de traiter et de diffuser des informations statistiques sur les marchés agricoles. Des bulletins de suivi mensuels sont disponibles sur le site <http://www.oma.gov.ml/bulletins.html>

Instabilité des prix alimentaires

La flambée des prix alimentaires a mis en lumière la fragilisation croissante des conditions de vie d'une partie significative de la population dans de nombreux pays. Les perspectives d'évolution des marchés internationaux montrent que cette situation est appelée à durer compte tenu de la volatilité accrue constatée sur les marchés internationaux. Cela implique que des « crises » d'accessibilité alimentaire pourront survenir plus fréquemment et plus fortement que par le passé. Ce nouveau contexte fait aussi ressurgir l'enjeu d'une régulation renforcée, ce qui semble essentiel pour réduire la volatilité des marchés agricoles.



[La situation des marchés des produits agricoles 2009. Flambée des prix et crise alimentaire : expériences et enseignements](#)

FAO, 2009

En juin 2008, les prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis 30 ans, menaçant la sécurité alimentaire des plus pauvres. Ce rapport présente les principales causes de cette hausse : la demande de biocarburants, la hausse du prix du pétrole, l'augmentation continue de la demande de produits alimentaires pour la consommation humaine et l'alimentation animale, le faible niveau des stocks et l'insuffisance de l'offre due aux mauvaises conditions climatiques. Une attention particulière est portée aux autres facteurs aggravants qui ont contribué à la flambée des prix : la spéculation sur les marchés agricoles et les mesures prises par le gouvernement comme les restrictions aux exportations. Ce rapport propose des pistes sur ce que devrait être la réaction des pouvoirs publics et de l'action internationale.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/i0854f/i0854f.pdf>



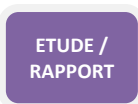
[Hausse des prix des denrées alimentaires au Sahel : l'urgence d'une action à long terme](#)

Oxfam International et Save the Children, novembre 2008

Cette note d'information est basée sur une étude commanditée par *Save the Children* et Oxfam Grande Bretagne sur l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la sécurité alimentaire des ménages dans cinq pays du Sahel : Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Sénégal et Mali. Elle décrit brièvement les effets de la flambée des prix sur les ménages sahéliens, puis interroge les facteurs locaux qui ont amplifié cette situation, et enfin formule des propositions de réponse.

http://www.oxfamfrance.org/IMG/pdf/French_final-

[L'urgence d'une action à long terme Save OI Policy Note 211108.pdf](#)



[Revue et analyse des mesures engagées à court et moyen terme en réponse à la hausse des prix alimentaire en Afrique de l'Ouest](#)

B.G. Soulé, R. Blein, Fondation FARM, 2008

De très nombreux facteurs concourent à la hausse des prix en Afrique de l'Ouest, les prix internationaux n'étant qu'un de ces facteurs. Face à la complexité du phénomène de hausse des prix, comment ont réagi les gouvernements d'Afrique de l'Ouest ? Quelles mesures ont été

prises ? Dans quels objectifs ? Seront-elles efficaces ? Cette étude s'efforce de faire le point sur les mesures prises, sur leur application ainsi que sur leurs implications. Les gouvernements ont mis en place deux types de mesures : d'une part, des interventions visant à réduire le coût de l'alimentation, et d'autre part, des interventions visant à relancer la production de céréales. Selon les auteurs, les interventions décidées dans la crise doivent être complétées par des actions plus structurelles.

http://www.fondation-farm.org/IMG/pdf/confprix_lares_resume_mp.pdf

REVUE /
ARTICLE

[Hausse des prix : Opportunités et défis pour les producteurs africains](#)

Inter-réseaux, juin-août 2008, Revue Grain de Sel No. 43

La hausse des prix agricoles a fait couler beaucoup d'encre, mais relativement peu de choses ont été écrites sur le sort des producteurs ouest africains. Quel a été l'impact de ce phénomène sur les producteurs, et quelles leçons en tirer ? Après avoir remis en perspective le phénomène à l'échelle mondiale et régionale, pour mieux saisir l'insertion de la sous-région dans l'économie mondiale, ce dossier se propose d'étudier le cas des producteurs de riz, des cultures vivrières (maïs, mil, sorgho) et du lait. Pour finir, le dossier oriente le projecteur sur des réponses et politiques publiques adoptées face à la crise. Des politiques qui ont pour la plupart été mises en place dans l'urgence, sans forcément faire cas d'acteurs de terrain pourtant organisés et informés : les producteurs...

<http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/GdS43.pdf>

REVUE /
ARTICLE

[La nécessaire intervention publique pour stabiliser les prix](#)

Franck Galtier, Cirad, novembre 2009, Perspective No. 2

Les crises alimentaires de 2005 au Sahel et de 2008 sur les marchés internationaux ont remis la question de l'instabilité des prix alimentaires au cœur des débats. Les émeutes urbaines engendrées par la flambée des prix de 2008 dans une quarantaine de pays en développement (PED) rappellent que cette instabilité peut avoir de graves conséquences sur la sécurité alimentaire à la fois à court terme – accès des consommateurs à la nourriture – et à long terme – incitation des producteurs à investir et à accroître la production. Or, de l'avis de nombreux spécialistes, cette instabilité devrait être durable tant sur les marchés internationaux que dans les PED. Que faire ?

http://www.cirad.fr/content/download/3827/30905/.../Perspective2_Galtier_fr.pdf

VIDEO

[Prix et risques de marché : Les agriculteurs face à la volatilité des cours](#)

Vidéos de la conférence organisée par le Cirad, FARM, le CSSAD, l'IGPDE et Pluriagri, 23-24 novembre 2009, Paris

La conférence a abordé les questions liées à l'instabilité des prix agricoles, la gestion des risques de marché et les implications de ce contexte pour les politiques agricoles : Quels sont les impacts des fluctuations des prix sur les productions agricoles et les revenus des agriculteurs, au Nord et au Sud ? L'évolution erratique des marchés agricoles va-t-elle se poursuivre à moyen terme ? Quels instruments de gestion des risques de marché peuvent être mis en œuvre pour atténuer l'impact de la



volatilité des prix sur les producteurs et les consommateurs de produits agricoles ? Quels sont les enseignements des politiques de lutte contre les variations des cours appliquées dans certains États du Sud ?

<http://conference.bercy.gouv.fr/direct/20091123>

Zoom sur...les stocks alimentaires

ETUDE /
RAPPORT

Les stocks alimentaires : stabilisation des marchés, pouvoir de marché des producteurs et sécurité alimentaire

CSA, juin 2010

La crise alimentaire a envoyé un signal important à la classe politique et aux institutions internationales et a mené à un regain d'intérêt pour l'agriculture et les systèmes de stockage. Le rôle que pourraient jouer les stocks stratégiques alimentaires est reconnu, mais pourtant peu de propositions concrètes sont développées. Ce document fait une synthèse des discussions et débats lors du séminaire agricole international organisé autour des questions liées aux stocks alimentaires au niveau local, régional et international. Les pistes dégagées pour la poursuite des discussions et des actions font l'objet de la seconde section de ce rapport.

http://www.csa-be.org/IMG/pdf_Rapport_FR.pdf

ETUDE /
RAPPORT

Les stocks de proximité : enjeux, opportunités et limites : le cas des pays du Sahel

R. Blein, Bureau Issala, 2009

La crise alimentaire induite par la hausse des prix a relancé le débat sur la régulation des prix et la sécurité d'approvisionnement des populations. C'est ainsi que le stockage est revenu sur le devant de la scène. De tout temps le stockage villageois ou communautaire a constitué une préoccupation centrale des populations sahéniennes, des institutions et des acteurs de la coopération internationale. Apparemment simple, le stockage de proximité n'en est pas moins extrêmement complexe à gérer. En témoigne, la proportion importante de greniers collectifs ou de banques de céréales vides à l'approche de la soudure.

<http://www.bureau-issala.com/#B4>

ETUDE /
RAPPORT

Etude sur les banques céréalières dans les zones d'intervention d'Afrique Verte au Niger

Afrique Verte, 2006

Gérées par les populations locales, les banques des céréales sont désormais présentées et utilisées comme des structures d'atténuation de crises alimentaires. Ce rapport présente les résultats d'une étude menée par l'ONG Afrique Verte sur les banques des céréales au Niger. Trois documents pédagogiques ont été conçus à l'issue de l'étude en guise d'appui méthodologique aux promoteurs et aux bénéficiaires : un canevas de mise en place d'une banque des céréales, un guide d'animation et un manuel de formation. Ces documents sont annexés au rapport.

http://www.afriqueverte.org/r2_public/media/fck/File/Documentation/Outils_information/ETUDE%20sur%20%20BC%20nig%20Rapport%20principal.pdf

ETUDE /
RAPPORT

Promotion et généralisation du crédit stockage en microfinance rurale : Implication, perspectives et risques

E. Ngendahayo, Aquadev, 2009

Dans cette étude, l'auteur souligne trois avantages du crédit stockage (encore appelé warrant agricole, crédit warranté, warrantage ou crédit sur nantissement des stocks) : une facilité d'obtention, le transfert des risques de l'emprunteur à l'IMF, une baisse des prix des céréales (dans le cas d'un marché monopolisé par quelques négociants). Cependant, sans des mesures limitant le comportement spéculatif, il pourrait désorganiser le marché, aggraver l'insécurité alimentaire des plus vulnérables et porter atteinte à l'équilibre financier des institutions financières actives dans le secteur. Afin d'éviter ces problèmes, l'auteur émet

quelques recommandations destinées aux différents intervenants.

http://www.lamicrofinance.org/files/26186_file_perspectives_risques_credit_stockage.pdf

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

EuropeAid – Facilité alimentaire

Cette page du site d'EuropeAid détaille la réponse de l'Union Européenne face à la crise alimentaire de 2007-2008, avec en particulier le règlement établissant une facilité alimentaire, adopté par le Parlement et le Conseil en 2008. Des vidéos, dossiers de presse et autres publications sont également disponibles sur ce site.

Site internet : http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/food-facility_fr.htm

Règlement :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:354:0062:0069:FR:PDF>



Banque Mondiale/Crise alimentaire

Le site de la Banque mondiale sur la réponse à la crise alimentaire de 2007-2008 contient des informations sur les actions de la Banque dans le domaine de la sécurité alimentaire ainsi que ses derniers rapports en lien avec ce thème.

<http://www.worldbank.org/banquemondiale/themes/crise-alimentaire/>

Equipe spéciale de Haut Niveau sur la Crise Mondiale de la Sécurité Alimentaire (HLTF)

Cette équipe spéciale a été formée en avril 2008 pour mettre en place une réponse coordonnée du système des Nations Unies et des partenaires à la crise des prix alimentaires. Elle réunit les agences spécialisées, les fonds et les programmes des Nations Unies, la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE et l'OMC. Des informations sont disponibles sur la flambée des prix alimentaires et le travail effectué par l'équipe spéciale, en particulier sur la définition d'un cadre global d'action.

<http://www.un.org/french/issues/food/taskforce/>

Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO)

Le site de la FAO est l'un des principaux centres de ressources en ligne dans le domaine de la sécurité alimentaire. Il contient des pages sur toutes les grandes questions ayant trait à l'alimentation et l'agriculture dans le monde.

La FAO a lancé une initiative sur la flambée des prix des denrées alimentaires. Un site dédié contient des informations sur cette initiative et des ressources documentaires intéressantes.

<http://www.fao.org/isfp/fr/>

Unité Mixte de Recherche MOISA (Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs)

L'UMR MOISA rassemble des chercheurs de plusieurs équipes montpelliéraines du CIRAD, de l'INRA, de Montpellier SupAgro et du CIHEAM-IAMM. Plusieurs publications récentes traitent de la question de l'instabilité des marchés agricoles et de la transmission des prix sur les marchés locaux.

<http://umr-moisa.cirad.fr/>

IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires)

L'IFPRI est une organisation publique internationale de recherche sur les politiques alimentaires dans les pays en développement. Plusieurs publications sont disponibles en français, en particulier les analyses sur la hausse des prix et des propositions sur les actions à mettre en place sont disponibles.

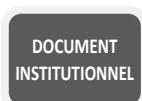
<http://www.ifpri.org/french?page=2>

Changement climatique, facteur d'instabilité et de vulnérabilité

Les pays en développement seront les premiers touchés par les conséquences du changement climatique en raison de leur situation géographique et de la forte dépendance de leurs activités économiques vis-à-vis des conditions climatiques, ainsi que des faibles capacités humaines, institutionnelles et financières dont ils disposent pour y faire face. Le changement climatique aurait dans ces pays des conséquences directes sur tous les piliers de la sécurité alimentaire :

- sur la disponibilité alimentaire, avec une baisse dans de nombreux cas de la production agricole ;
- sur l'accès, avec l'accroissement de la vulnérabilité, la réduction des sources de revenus, destruction des infrastructures de distribution des denrées ;
- sur l'utilisation, avec des effets sur la santé et la nutrition des populations en zone rurale comme en zone urbaine ;
- et sur la stabilité de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation puisque le changement climatique pourrait se caractériser par une variabilité accrue du climat, entraînant une volatilité accrue des prix des denrées alimentaires.

La FAO a publié en 2007 un document cadre qui pose le débat. Les centres de recherche internationaux et régionaux, tels que l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et le centre Agrhymet (Niger), ont également sorti des publications, notamment juste avant et après la conférence de Copenhague. Le changement climatique fait désormais partie des thématiques prioritaires de l'agenda international en matière de sécurité alimentaire.



[Changement climatique et sécurité alimentaire : Un document-cadre. Résumé](#)
FAO, 2007, Rome

Ce résumé didactique d'un rapport de la FAO présente les principaux enjeux du changement climatique pour la sécurité alimentaire. Il montre, à l'aide de diagrammes, comment le changement climatique impacte et impactera la vulnérabilité, la production agricole et les systèmes alimentaires. Il présente ensuite les défis posés en termes de sécurité alimentaire. Il s'agit de mieux gérer les risques, en promouvant notamment une gestion adaptative par les pauvres, d'accroître la résistance des populations vulnérables, et de développer des stratégies d'adaptation qui garantissent les disponibilités alimentaires, qui permettent d'ajuster la consommation et de protéger la santé des populations. Il s'agit également de s'adapter au changement climatique en favorisant une économie énergétique respectueuse de l'environnement. Dans le dernier chapitre, la publication présente les recommandations de la FAO et le rôle que l'Organisation entend exercer pour relever ces défis.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/i0145f/i0145f00.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

Bilan 2007 des changements climatiques : Impacts, adaptation et vulnérabilité
Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – 2007

Ce rapport, avec le résumé à l'attention des décideurs fait la synthèse des informations contenues dans les rapports du GIEC (Rapport I sur les bases scientifiques physiques ; Rapport II sur les conséquences, l'adaptation et la vulnérabilité et le rapport III sur l'atténuation des changements climatiques). Les éléments de la synthèse font état des changements observés et de leurs impacts sur l'eau, les écosystèmes, l'agriculture, l'industrie et l'assurance, la santé, et la façon dont le changement climatique affectera les huit grandes zones géographiques mondiales. Les réponses possibles pour l'adaptation et la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont abordées à la fin du rapport.

http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf

ETUDE /
RAPPORT

Changement climatique. Impact sur l'agriculture et coûts de l'adaptation

Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires – IFPRI,
Washington DC, octobre 2009

Ce rapport sur les politiques alimentaires présente les résultats de recherches qui quantifient les impacts du changement climatique, évalue leurs conséquences sur la sécurité alimentaire, et estime le volume d'investissements qu'il faudrait consentir pour éviter les conséquences négatives de ce changement. L'étude montre que le rendement des cultures diminuera, la production sera affectée, les prix des productions animales et végétales augmenteront, et la consommation de céréales baissera, avec pour résultat une diminution de l'absorption de calories et une augmentation de la malnutrition infantile.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/pr21fr.pdf>

DOCUMENT
INSTITUTIONNEL

Les répercussions du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles en Afrique

26^{ème} conférence régionale pour l'Afrique, Luanda (Angola), 3-8 mai 2010, FAO

Ce texte constitue le document de référence pour la 26^{ème} conférence régionale pour l'Afrique. Il propose une synthèse des travaux en cours, en faisant le point de l'état actuel des connaissances concernant l'incidence du changement climatique sur l'agriculture et les ressources naturelles, en Afrique, ainsi que leur vulnérabilité et leur adaptation à l'évolution du climat. Il présente un résumé des principaux enjeux et défis que l'évolution du climat comportera pour la sécurité alimentaire en Afrique, et indique les mesures que les gouvernements africains pourraient prendre pour faciliter l'adaptation de l'agriculture face au défi du changement climatique.

[http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2010.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/SNAA-8586VZ-rapport_complet.pdf/\\$File/rapport_complet.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2010.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/SNAA-8586VZ-rapport_complet.pdf/$File/rapport_complet.pdf)

REVUE /
ARTICLE

[Le Sahel face aux changements climatiques. Enjeux pour un développement durable](#)

Centre régional Agrhymet, CILSS, mars 2010, 43 pages

Ce bulletin spécial du CILSS regroupe les contributions de plusieurs experts du Centre Régional Agrhymet sur les enjeux du changement climatique au Sahel. Plusieurs de ces travaux recourent aux questions de sécurité alimentaire en lien avec la production agricole régionale. En particulier, un article traite de la variabilité accrue du climat au Sahel et l'impact du changement climatique sur quelques secteurs clés liés à la sécurité alimentaire : agriculture, pastoralisme et ressources en eau. Des articles sur des pratiques locales d'adaptation et sur la perception paysanne du changement climatique sont également proposés dans cette publication.

<http://www.cilss.bf/IMG/pdf/specialChC.pdf>

ETUDE /
RAPPORT

[Changements climatiques et sécurité en Afrique,](#)

O. Brown, A. Crawford, Institut international du développement durable (IIDD), mars 2009, 30 pages.

Maints facteurs ont des répercussions sur la probabilité de conflit armé. Le degré de pauvreté, la quantité de ressources naturelles possédées, les caractéristiques de la population, la cohabitation de diverses ethnies et religions, les niveaux d'instruction, la géographie ainsi que l'existence de conflits antérieurs sont tous des facteurs qui limitent ou facilitent le conflit. Les changements climatiques ne constituent que l'un des nombreux défis en matière de sécurité, d'environnement et de développement auxquels l'Afrique fait face. Ils constituent un « multiplicateur de menaces » qui complique les préoccupations actuelles telles que la pénurie d'eau et l'insécurité alimentaire, et les rendent difficiles à régler. Cependant, ce sont les facteurs autres que ceux liés au climat (tels que la pauvreté, la gouvernance, la gestion de conflit, la diplomatie à l'échelle régionale et autres) qui détermineront, en grande partie, si les changements climatiques passent du statut de défi pour le développement à celui de menace pour la sécurité, et la façon dont cela se réalisera.

http://www.iisd.org/pdf/2009/climate_change_security_africa_fr.pdf

REVUE /
ARTICLE

[Agriculture et aléas climatiques : du terrain aux politiques](#)

Revue Grain de Sel, Revue de l'Inter-Réseaux, No. 49, Paris, janvier-mars 2010

La question du changement climatique est au cœur des débats, tant au niveau des négociations internationales qu'aux échelles plus locales. Comment les changements climatiques sont-ils ressentis par les agriculteurs sur le terrain et qu'en disent les scientifiques ? Quelles stratégies d'adaptation les paysans peuvent-ils adopter et quels outils innovants leur permettent de se prémunir de ces aléas ? Comment les politiques nationales des pays africains vont-elles pouvoir canaliser les financements nécessaires à leur adaptation ? Voici quelques-unes des questions abordées dans ce numéro de Grain de Sel.

<http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/0- GdS49 Complet.pdf>

CENTRES DE RESSOURCES EN LIGNE

Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO)

Le site de la FAO est l'un des principaux centres de ressources en ligne dans le domaine de la sécurité alimentaire. Il contient des pages sur toutes les grandes questions ayant trait à l'alimentation et l'agriculture dans le monde.

Ces pages du site de la FAO sont une source d'informations centrale sur le lien entre changement climatique, alimentation et agriculture : <http://www.fao.org/climatechange/fr/> Tous les documents en français sur le sujet y sont publiés.

On y trouve en particulier le « profil de la FAO sur le changement climatique » qui détaille les activités prioritaires, actuelles et futures, de la FAO dans le domaine du changement climatique, essentiellement dans le secteur de l'agriculture.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

Le site du GIEC contient l'ensemble des rapports d'évaluation de ses trois Groupes de travail, ainsi que les rapports spéciaux.

http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.htm

Organisation Mondiale de la Santé (OMS)

Le changement climatique constitue une nouvelle menace pour la santé publique. Le site de l'OMS présente différents onglets d'information en lien avec le changement climatique : les informations générales, les informations techniques, les publications et les programmes ainsi que les partenariats développés dans ce domaine par l'Organisation.

<http://www.who.int/topics/climate/fr/>

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)

Le CIRAD est un centre de recherche qui travaille sur les questions liées aux principaux enjeux internationaux de l'agriculture et du développement. Sur le changement climatique, plusieurs travaux et publications sont disponibles, en particulier Un dossier de 14 fiches thématiques présentant les approches et les projets dans lesquels le CIRAD est engagé afin d'atténuer les effets du changement climatique sur les systèmes de production agricole.

<http://www.cirad.fr/>

<http://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/articles/2010/ca-vient-de-sortir/changement-climatique-et-agriculture>

Inter-réseaux développement rural

Cette page donne accès à l'ensemble des publications, articles académiques et articles de presse mis en ligne régulièrement sur le site de l'Inter-réseau, dans le cadre de la veille du réseau sur les questions liées au changement climatique.

<http://www.inter-reseaux.org/mot/changement-climatique>



**Délégation générale
Stratégies, Europe,
Partenariat, Transversalité
Direction de la Coopération
Internationale**

Tél : 02 38 70 32 66

cooperation-internationale@regioncentre.fr

Conseil régional du Centre

9 rue Saint-Pierre-Lentin
45041 Orléans Cedex 1

Tél. : 02 38 70 30 30

Fax : 02 38 70 31 18

www.regioncentre.fr

